

20 09

RAPPORT
D'ACTIVITÉS



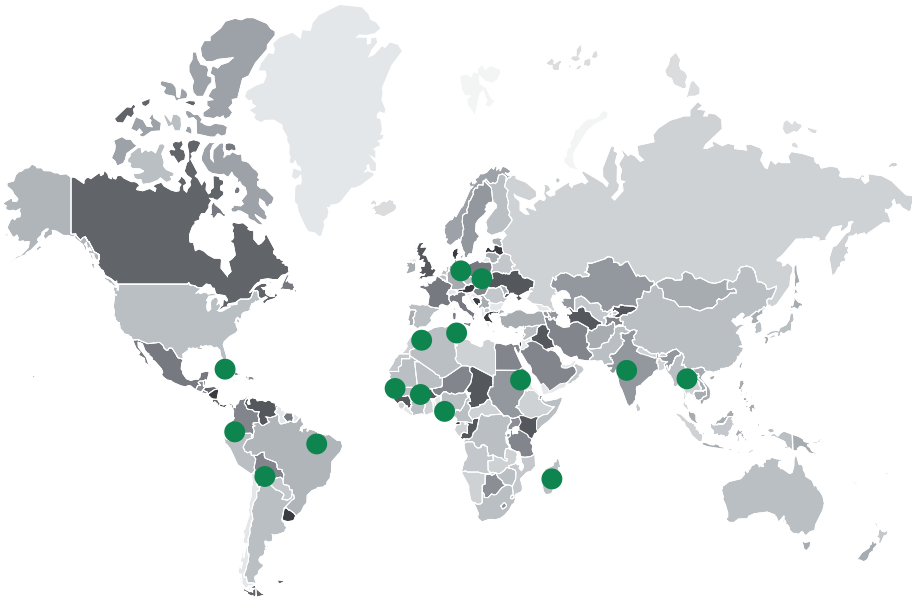
ENDA, de Kyoto à Copenhague : une décennie de réflexions, de positionnements et d'échanges dans le processus des négociations sur les Changements Climatiques (1997 – 2009)



enda

Mars 2010

PROGRAMME ENERGIE,
ENVIRONNEMENT, DÉVELOPPEMENT



Enda aujourd'hui dans le monde

ENDA TM est une organisation non gouvernementale internationale dont le siège est à Dakar, Sénégal. L'organisation est formée d'un ensemble d'équipes et de programmes travaillant en synergie tant au Sénégal que dans la quinzaine d'entités décentralisées à travers les pays du sud (15, à l'heure actuelle). L'objectif premier de l'organisation est de combattre la pauvreté. Sa mission globale est de trouver des voies et moyens pour engager un combat permanent contre la pauvreté, la dégradation sociale et environnementale de telle sorte que l'organisation accompagne les changements sociaux et économiques. Les objectifs et activités du programme "Energie, Environnement, Développement" d'ENDA TM sont d'analyser les relations entre l'énergie, l'environnement et le développement à la lumière des accords multilatéraux sur l'environnement, en particulier les

changements climatiques et la désertification, afin d'aider les professionnels africains à mieux maîtriser les méthodes et outils qui permettent d'apporter des solutions aux problèmes du continent, et également renforcer la coopération et le dialogue entre les pays du sud et du nord. Les positions ainsi développées sont échangées au sein des réseaux internationaux et permettent ainsi d'apporter la contribution des sociétés civiles du sud, et africaines en particulier, au débat international.

Sommaire

Préambule	04
« ENDA, de Kyoto à Copenhague : une décennie de réflexions, de positionnements et d'échanges dans le processus des négociations sur les Changements Climatiques (1997 – 2009) »	
Nos activités de 2009 : Des jalons pour un développement plus durable	14
Axe 1. Connaissance des systèmes énergétiques : approfondissement de la connaissance de la situation des systèmes énergétiques africains d'un point de vue technique, économique, environnemental, politique et socioculturel.	15
1. Des alternatives pour un meilleur accès à l'énergie	15
2. Cartographie de la production de biocarburants	17
3. Evaluation du carbone stocké dans les forêts communautaires par les populations locales (K-TGAL)	19
Axe 2. Elargissement de l'accès aux services de base de l'énergie pour le plus grand nombre dans une optique de lutte contre la pauvreté	21
1. Développement des produits financiers adaptés	21
2. La promotion des usages productifs d'énergie en milieu rural	22
3. Montage du Programme National Biogaz au Sénégal	22
Axe 3. Contribution à l'élaboration et à la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'Environnement par les pays africains : « Désertification », « Changements Climatiques », « Biodiversité ».	23
1. Climate and Development or CC Adaptation as a response to the sustainable development crisis	
1.1 Community-Based Adaptation : Elaboration of case studies and tools	23
1.2 Capacity development activities	25
1.3 Knowledge sharing and policy dialogues	27
2. Actions contre la désertification	
2.1 Mise en place d'une plateforme collaborative de dialogue et de partage de connaissances sur la lutte contre la désertification	29
2.2 Influence des politiques aux niveaux national et international	30
2.3 Renforcement de capacités de la société civile intervenant dans la « gestion de l'écosystème de la mangrove »	30
Axe 4. Le développement d'abord : analyse et recherche de synergies entre Energie, Environnement et Développement dans une optique de lutte contre la pauvreté	31
1. Intégration de l'adaptation aux CC dans les documents de planification et de programmation	31
2. Investissement et flux financiers dans le champ des changements climatiques	31
3. Processus d'intégration de l'énergie du Genre et des Changements climatiques dans les plans locaux de développement	32
4. Introduction d'indicateurs sur les changements climatiques au niveau des activités d'accès aux services énergétiques	32
5. L'utilisation du système de planification à long terme des Energies Alternatives (LEAP)	32
6. L'énergie ou la dimension manquante des analyses de vulnérabilité / adaptation	33
7. Dialogues politiques et positions de la société civile dans les négociations sur le Climat : Le Réseau Climat et Développement »	33

Acronymes

Français	Termes	Anglais
APD	Aide Publique au Développement	ODA
BA	Bulletin Africain	BA
CAN-I	Climate Action network International	CAN-I
CBA	Community Based Adaptation	CBA
CC	Changements Climatiques	CC
CCNUCC	Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changement Climatiques	UNFCCC
CdP	Conférence des Parties	CoP
CNRS	Centre National de la Recherche Scientifique	CNRS
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial	GEF
FlexMex	Mécanismes de Flexibilité	FlexMex
GES	Gaz à Effet de Serre	GHG
KSO	Knowledge Sharing Officer	KSO
KTGAL	Kyoto Think Global Act Local	KTGAL
LEAP	Long range Energy Alternatives Planning System	LEAP
LEG	LDCs Experts Group	LEG
MDP	Mécanisme de Développement propre	CDM
PANA	Programmes d'Action Nationaux d'Adaptation	NAPA
PED	Pays en Développement	LDC
PK	Protocole de Kyoto	KP
PMA	Pays les Moins Avancés	LDCs
REC	Réseau ECODEV Coopération	REC

Préambule

« ENDA, de Kyoto à Copenhague : une décennie de réflexions, de positionnements et d'échanges dans le processus des négociations sur les Changements Climatiques (1997-2009) ».



Une vue du panel durant le Side Event de ENDA à la COP15, Copenhague

Kyoto restera la date de la véritable mise en œuvre de la Convention « Climat » puisque les pays développés y prennent des engagements chiffrés de réduction des émissions (au moins 5% en moyenne pour 2008-2012 par rapport à 1990 (art. 3 PK), et des programmes d'actions y sont engagés, en particulier avec la mise en œuvre de mécanismes de flexibilité (art. 12 pour le Mécanisme pour un Développement Propre - MDP).

Dans la suite de ses activités antérieures de diffusion d'informations et de positions, ENDA présentait à Kyoto (CdP 3, décembre 1997), la mouture d'un numéro



spécial sur les changements climatiques qui donna lieu à deux livraisons (Bulletin Africain N°9 et 10, 1998) dont les éditos sont

révélateurs des questionnements de l'organisation: « de Kyoto à Buenos Aires : quid de l'Afrique ? ». Les débats sont alors centrés sur le renforcement des capacités, sur le MDP et plus globalement, sur la mise en œuvre de la convention « climat » en Afrique, en particulier sur ses aspects institutionnels. **La préoccupation majeure est alors de rechercher des opportunités d'atténuation des émissions de Gaz à Effet de Serre.**

Sur les émissions de GES, une grille d'analyse est proposée pour évaluer l'efficacité des actions (BA N° 10). Un travail plus en profondeur, basé sur des résultats du réseau ECODEV Coopération (REC), animé par ENDA et le CNRS, propose une présentation de la manière dont les projets MDP répondent, secteur par secteur, aux priorités africaines de développement. C'est la matrice AFRICAR-BODEV qui sera largement utilisée dans des travaux ultérieurs (BA

juillet 99, N° 11, Mécanisme de Développement Propre).

Mais des interrogations et incertitudes pèsent de plus en plus. En effet, « **Y a-t-il un dilemme des " caps " pour les pays africains ?** L'annonce par l'UE d'un « cap » de 50% pour les mesures domestiques ou, a contrario, pour l'utilisation des mécanismes de flexibilité (flexmex), suscite déjà un large débat, tout du moins au sein des ONG du Nord, quant :

- (1) à la méthode de calcul, puisque le recours aux « flexmex » pourrait aller jusqu'à 65% ;
- (2) aux positions que les PED (ou non annexe I) vont avoir à prendre lors des prochaines négociations sur ce point.

« Une **position simpliste** dont il faut fermement se désengager est celle qui consiste à considérer que l'intérêt des pays africains serait

¹ Y-a-t-il un dilemme des " caps " pour les pays africains ? Jean-Philippe Thomas, Youba Sokona & Stephen Humphreys, ENDA Tiers Monde, 1999.



Littoral îles du Saloum, Sénégal

..., la nécessité d'élaborer des conditions identiques de fonctionnement des mécanismes de flexibilité et un recours contrôlé à leur utilisation.

ENDA 1998

d'accepter que le recours aux mesures domestiques pour les annexes B soit le plus faible possible afin de mobiliser le maximum de fonds via le Mécanisme de Développement Propre (CDM). Cette position est liée au fait que l'Afrique est constamment confrontée à la recherche d'opportunités de financement, même illusoire, en particulier pour sortir du carcan des conditionnalités sous toutes leurs formes. Cette position est appuyée par les estimations quantitatives de flux de capitaux qui sont liées au mécanisme (jusqu'à 10 milliards de US\$) et qui permettent d'avancer " that would make the CDM a powerful tool " (UNCTAD, " Global Greenhouse Emissions Trader ", issue 6 – february 1999).

Ce point de vue de très court terme serait :

(1) **en contradiction avec l'objectif ultime de la Convention**, à savoir la stabilisation des concentrations à un niveau qui empêche toutes perturbations anthropiques dangereuses du système climatique. Or, à partir du moment où les réductions d'émissions peuvent se réaliser dans des régions du monde qui n'ont pas de limites d'émissions, rien ne peut arrêter sérieusement la croissance globale des émissions;

(2) **en contradiction avec les objectifs de développement durable des PED**, à savoir s'engager dans un développe-

ment économe en énergie (infrastructures de base, logements, intensification agricole, électrification décentralisée, etc.) donc en émissions de CO₂ " évitées ", qui ne peut être atteint par des projets ou des investissements aux coûts les plus bas par tonne de CO₂ car n'étant pas les mêmes.

La seule voie viable, à terme, pour les pays africains, est de faire en sorte que les mesures et les politiques domestiques des pays du Nord entraînent **effectivement** une modification profonde de leurs modes de production et de consommation actuels.

Outre l'économie du financement du développement durable qu'il faut à présent revoir : rôle de l'APD, du FEM, du bilatéral, etc., les " caps " doivent être pour les pays africains le signal de la volonté politique des pays du Nord de s'engager vers un autre type de développement, seul gage, à terme, d'une autre vision, pour tous, des modes de production et de consommation, et par suite de réduire les émissions de GES. C'est la seule manière, à terme, de limiter la vulnérabilité - grandement oubliée dans les débats - du Continent aux effets des changements climatiques. Il n'y a donc **pas de dilemme des " caps " en Afrique** ».

Les positions après Buenos Aires (CdP 4, 1998) sont alors bien affirmées et sans appel ².

Tout d'abord, l'affirmation que des **engagements volontaires de réductions des GES étaient hors d'actualité** pour les PED et la volonté de s'orienter vers **un même droit d'émissions pour tous**. En effet, ce qui caractérise l'inéquité actuelle ³ réside dans le fait que 63% des émissions de CO₂ de la planète proviennent des 20% de la population mondiale la plus riche et que les 20% les moins riches de cette population n'émettent que 2% des émissions totales de CO₂. On a donc, d'un côté, des émissions que l'on peut qualifier de " luxe " et, de l'autre, des émissions de " survie ". Sans aucun doute, cette situation perdurera dans le court terme mais, plus au delà, la seule manière d'atteindre les objectifs de la Convention est de doter chaque individu de la planète d'un droit égal à émettre des GES. La distribution des droits ne peut être le simple reflet des déséquilibres, entre le Nord et le Sud, des consommations actuelles.

Ensuite, la nécessité d'élaborer des conditions identiques de fonctionnement des mécanismes de flexibilité et un recours contrôlé à leur utilisation.

Enfin, les références à la durabilité du développement devraient s'élargir au-delà des aspects sociaux, environnementaux et économiques en y intégrant les aspects institutionnels dont la cohérence, en particulier sous ses

² « L'après - Buenos Aires : Le point de vue d'une ONG de développement / environnement » Jean-Philippe Thomas, Youba Sokona, Stephen Humphreys, ENDA, 1999. 5p.



aspects *gouvernance* et *régulation*, fait partie intégrante de la durabilité du développement.

Pour être concret, dès 2000, ENDA lança l'initiative ENDA MDP afin de permettre aux porteurs de projets d'apprendre, sur le plan méthodologique, d'échanger et d'être conseillés dans la même dynamique que le réseau REC qui,



à cette date, détenait un portefeuille d'une vingtaine de projets (voir BA N°12, décembre 2000). Un numéro hors série du BA consacrera cette approche du MDP en présentant le MDP en 15 fiches (N° 13, mai 2001).

En même temps, les négociations (CdP 5, Bonn 1999) sur le plan d'action démontrent la faible place que les économies en développement prennent dans le processus, en particulier l'Afrique. ENDA l'annonce clairement³ dans un spécial La Haye CdP 6 : « **L'Afrique sera t-elle la laissée pour compte de la Convention « Climat » ?**

Cette question est largement relayée auprès des négociateurs et des ONG en ajoutant à la nécessaire équité dans les « flexmex », le problème de la vulnérabilité des pays africains.

L'Afrique, la plus vulnérable !

ENDA 1999

« **L'Afrique, la plus vulnérable !** La vulnérabilité aux effets des changements climatiques ne peut se résoudre dans les prévisions de modèles climatiques qui classeraient de manière hypothétique les pays selon leur degré de vulnérabilité. L'Afrique, dans certaines de ses régions, a eu son lot d'événements climatiques extrêmes (même si, scientifiquement, ils ne sont pas liés aux changements climatiques) pour savoir que la vulnérabilité première est liée au niveau de développement du pays lui-même et que le financement de l'adaptation de ces pays aux effets néfastes des changements climatiques dépend d'abord, et avant tout, de ses capacités financières. Quand on sait que, dans le cadre du PK, le seul financement prévu pour l'adaptation des PED est un prélèvement sur les fonds transitant par le MDP, on comprend que les PED réclament, pour le moins, que ce **prélèvement s'applique à tous les « flexmex »** et que la Conférence de La Haye se penche sur la création d'un **véritable fonds d'adaptation**, en particulier pour les PMA. »

Mais, les négociations sur les plans d'action tournent court : c'est l'échec de la CdP 6 de La Haye, en décembre 2000.

ENDA monte au créneau⁴ en tirant les leçons des échecs de La Haye et en démontrant que le plan d'action portait en lui l'échec de la CdP 6. Nous citons : « **Buenos Aires c'était déjà La Haye !** » ; Le plan d'action de Buenos Aires était une liste de mesures techniques qui ne constitue en rien un accord politique. L'échec est donc celui du système des NU, du secrétariat de la Convention, du G77 et de l'UE, en bref, les instances de la Convention, les pays parties et leurs délégations, d'où la proposition d'ENDA dans cet article :

« **Et si on changeait, enfin, de méthode ?** » De nombreuses prises de position, en particulier celles des ONG mais aussi de certains Pays-Parties, réclament depuis le début du processus qu'une plus

³ « L'Afrique sera t-elle la laissée pour compte de la Convention « Climat ? » - Jean-Philippe Thomas, ENDA, in « Passerelles entre le Commerce et le Développement Durable », ICTSD/ENDA, Vol. II N° 3, octobre-novembre 2000. p. 8 et ss.

⁴ « La convention Climat : les enseignements de l'échec de La Haye » - Jean-Philippe Thomas, ENDA, in « Passerelles entre le Commerce et le Développement durable », ICTSD/ENDA, Vol. II N° 4-5, janvier-février 2001. p. 8 et ss.

large place soit faite à l'existant et aux approches ascendantes, qu'une plus large place soit faite à la participation de tous les acteurs. C'est sans doute sur ce changement de méthode que les prochaines CdP pourraient se pencher. Et, là au moins, il y aurait peut-être accord des populations sur les manières de lutter contre le changement climatique et ses effets. »

Le mouvement de la société civile doit ainsi être stimulé comme partie prenante dans les négociations, il cessera de se renforcer.

Après le retrait de l'administration américaine du protocole de Kyoto (CdP 6bis, Bonn, 2001), la position d'ENDA reste sans ambiguïté⁵, qu'on en juge ! : « **Climat** » : **poursuivre un processus « équitable » sans l'Administration Américaine** ».

« Finalement, la continuation du processus " Climat ", même sans la Partie américaine, répond, non pas à des objectifs tactiques ou politiques de court terme, mais, pour l'Afrique, à une véritable volonté d'ancrer les choix politiques et économiques dans la durabilité. C'est ce défi que doivent avoir présent à l'esprit les négociateurs africains, afin de ne pas se tromper de cible ou d'alliance dans les débats serrés qui vont se renforcer dans les semaines à venir.

Les alliances doivent se nouer avec le Nord industrialisé qui, par des " signaux forts " dans ses politiques, montre qu'il fait sienne la proposition énoncée lors du Sommet du Sud 2000 du G77 (La Havane, avril 2000) " Nous croyons que les modes de production et de consommation du Nord industrialisé ne sont pas viables et doivent être modifiés, ceux-ci

constituent une menace pour la survie de la planète ". On est loin, on en conviendra, de la prise d'engagements par les PED ! »

A l'approche de la CdP7 de Marrakech, ENDA lance un défi aux négociateurs⁶ : **révérence ou insolence?** En effet, Pour les Pays en Développement (non Annexe 1 dans la Convention), en particulier africains, le bilan (CdP 6) se solde par la mise en place de plusieurs fonds (non abondés directement), quelques conditions pour inscrire les petits projets dans le MDP, un groupe d'experts pour les transferts de technologie et un engagement annuel de l'ordre de 400 millions d'US \$...pour l'ensemble des pays en développement !

⁵ « Climat » : poursuivre un processus « équitable » sans l'Administration Américaine ». - Jean-Philippe Thomas, ENDA, mai 2001. 4 p.

⁶ « L'Afrique à la CoP 7 : révérence ou insolence ? ». Jean-Philippe Thomas, ENDA TM, août 2001. 4 p.

Points de vue	Auteur
Changements Climatiques et Développement Durable : des liens indéniables mais non pris en compte au niveau national	Mamadou HONADIA, Burkina Faso
Les Pays les Moins Avancés (PMA) dans la négociation : des blocages mais aussi des avancées	Mama KONATE, Mali
Climate Change and the Principal Actors : the Public	Grace AKUMU, Kenya
Le MDP et l'Investissement Direct Etranger : quelles relations ?	Samir Amous, Tunisie
CDM and Technology Transfert : African Perspectives	Ogunlade R Davidson, Sierra Leone
Is Foreign Direct Investment (FDI) threatened by CDM in Africa?	Njeri Wamukonya, Kenya
Pour l'Industrie: montrer que les performances environnementales s'accompagnent de performances économiques.	El Hadji Mbaye DIAGNE, Sénégal
Pour une implication du secteur privé dans le processus « climat »	M'gbra Nguessan, Côte d'Ivoire
A climate of Poverty...	Bolaji Ogunseye, Nigeria
Climate Change, Gender and Poverty – Academic Babble or realpolitik?	Fatma Denton, Gambia
Afrique: le Continent le plus vulnérable	Gougou Dieudonné, Niger
Des options pour l'adaptation des pays africains	Isabelle Niang, Sénégal
Capacity building : Lessons and urgent needs in Africa	Papa A. Cham, Gambia
"Popularizing" the Climate Agenda	Hesphina Rukato, South Africa



Communauté en séance d'information, Zambie

« Poursuivre un processus équitable sans l'administration américaine ».

ENDA 2001

On est loin du milliard d'US\$ réclamé par le Président Pronk et, comme le disait un représentant d'un PED à l'issue des négociations « Ils nous ont montré des chèques en blanc, la question est de savoir maintenant s'ils vont y mettre un chiffre quelconque ».

On est encore plus loin du coût que l'inaction va entraîner pour les Etats Unis puisque les estimations⁷ considèrent qu'une politique de laisser faire (comme celle du Président Bush) va peser, en dommages et adaptation, entre 69,3 et 335,7 milliards de dollars annuellement, sur l'économie américaine.

Ce rapide bilan dénote une « facture » assez lourde pour les PED. Marrakech peut donc être le lieu pour rééquilibrer les comptes en faveur de l'Afrique d'autant que c'est la première CdP « Climat » qui se tient sur le Continent. L'Afrique a le choix entre deux attitudes :

- **celle révérencieuse de laisser le processus se dérouler d'une manière relativement consensuelle, mais à son détriment,**
- **celle, plus insolente, de faire entendre sa voix et de relancer des propositions qui permettent de rendre plus équitable le processus, principalement en matière financière.**

Puisqu'on reproche aux Africains d'avoir opté jusqu'ici pour la première posture, en vue de la CdP de Marrakech, ENDA mobilise 14



leaders d'opinion, chercheurs, décideurs africains de 14 pays pour faire entendre la voix de l'Afrique aux négociations et publie un numéro hors série du BA : « **Changements climatiques : Points de vue africains** ».

Que penser alors des résultats de Marrakech ? Pour ENDA, ils se situent « **entre incantation et opérationnalité** »⁸. Pourtant,

Les négociateurs ont été unanimes à saluer l'accord de Marrakech sur le Climat comme une victoire sur le réchauffement de la planète... L'histoire retiendra le rôle majeur joué, en 2001, par les pays en développement dans la survie du processus « Climat ». En contrepartie, un certain nombre d'appuis financiers et techniques ont été mis à leur disposition.

Pour les PED en général, les acquis sont principalement : la création de fonds nouveaux (fonds d'adaptation, fonds spécial climat), la mise en place d'un groupe d'experts sur les transferts de technologie, des procédures pour que le mécanisme de développement propre (qui doit drainer de l'investissement vers les pays africains) démarre rapidement, et un cadre pour le renforcement des capacités.

A cela s'ajoute, pour les Pays les

moins avancés, des mesures spécifiques : un fonds spécial PMA pour appuyer des Programmes d'Action Nationaux d'Adaptation aux changements climatiques (PANA), et un groupe d'experts spécifique PMA.

Mais tout cela dépend de l'opérationnalité des accords et d'un certain nombre de conditions de mise en œuvre : le processus climat doit être beaucoup plus intégré aux objectifs de développement et de lutte contre la pauvreté reconnus aujourd'hui par la communauté internationale. Le seul maniement des instruments issus du processus climat ne permettront pas d'engager le continent sur la voie d'un développement plus durable qui intègre l'adaptation aux effets d'un réchauffement de la planète.

D'un point de vue macroéconomique, les instruments énoncés précédemment doivent s'intégrer aux plans et aux politiques nationales et sectorielles et non pas s'instaurer en de nouveaux « compartiments » de ces politiques. Pour exemple, la Nouvelle Initiative Africaine de développement constitue une référence dans laquelle il serait intéressant d'insérer les préoccupations climatiques au niveau continental : quel type d'infrastructures collectives (transport, énergie, ...) permettent le développement et

⁷ « L'Afrique à la CoP 7 : révérence ou insolence ? ». Jean-Philippe Thomas, ENDA TM, août 2001. 4 p.

⁸ « Climat : entre incantation et opérationnalité ». Jean-Philippe Thomas, ENDA, novembre 2001. 3 p.



Le « développement d'abord » comme condition d'un monde durable

ENDA 2002

tiennent compte des effets adverses du réchauffement climatique (élévation du niveau des mers, aridification des sols, etc.) ? Comment l'investissement direct étranger et le mécanisme de développement propre peuvent-ils s'imbriquer pour accélérer les flux de financement du développement ?

Les instruments acquis à Marrakech deviendront opérationnels en fonction des réponses qu'on apporte à ces types de questionnements. C'est, en particulier, un des rôles du « Bureau Exécutif » du MDP constitué à Marrakech.

D'un point de vue plus microéconomique, la pénétration des enjeux du réchauffement planétaire nécessite qu'une large diffusion de l'information soit organisée en particulier auprès des opérateurs économiques et de développement. A ce niveau c'est, là encore, une approche globale des conventions sur l'environnement qu'on doit privilégier, à savoir mieux relier la lutte contre la désertification avec le climat par exemple, mieux intégrer les préoccupations environne-

mentales dans le développement, privilégier des approches qui partent des besoins des populations, qui les associent, et par extension, qui mobilisent la société civile.

La préparation du sommet RIO+10 (Johannesburg, 2002), à l'occasion duquel le Protocole de Kyoto doit être ratifié, offre un cadre de réflexions et d'actions, tant au niveau national qu'international, pour « décompartmenter » les approches des accords multilatéraux sur l'environnement.

Ce sommet va être l'occasion pour ENDA de prendre le leadership sur la société civile en Afrique en mobilisant de nombreuses ONG à Johannesburg (2002). La lutte **contre la pauvreté prônée par ENDA depuis ses débuts devient l'enjeu majeur du sommet de la terre**. Une réponse : **Le « développement d'abord » comme condition d'un monde durable**⁹. En bref, partant du fait que les Etats des PED ont une faible emprise sur leur propres décisions économiques, sociales et environnementales, il

s'agit en premier lieu d'engager une réappropriation de ces processus de décision par les états eux mêmes en repensant le rôle des Institutions Financières Internationales.

Il n'existe pas de solution unique mais un mixage des solutions à la base et de volontarisme des politiques ; cela induit l'implication de la société civile dans tout processus de développement, en particulier le partenariat pour le Développement de l'Afrique.

Face aux crises de la régulation mondiale, les prémisses de solutions consistent à renforcer les positions des pays du Sud dans les négociations internationales.

Et, enfin, le « développement d'abord » constitue la seule réponse à la vulnérabilité des PED.

On entre alors dans une phase opérationnelle et de mise en oeuvre des textes et procédures qui doivent permettre à la Convention de s'enraciner dans le quotidien des pays. C'est, en particulier pour l'Afrique, le cas pour le MDP et les PANA. Durant plusieurs années, l'activité d'ENDA va se concentrer sur le renforcement des capacités sur le MDP et les PANA. Pour le MDP toute une batterie de modules est élaborée afin de donner une assise et une possibilité de duplication des formations lancées dans les pays (plus de 50 formations sur ce thème seront mises en oeuvre), ce qui permet à ENDA de déceler très rapidement le peu de conformité du processus MDP avec les besoins des pays, en particulier parce que

⁹ Le « développement d'abord » comme condition d'un monde durable ; Jean-Philippe Thomas & Youba Sokona, août 2002. Version anglaise dans « the Future is now » vol. 3, IIED, 2002, p. 85-91.

de véritables mécanismes d'identification et de formulation de projet n'étaient pas proposés. Pour les PANA, ENDA a collaboré avec le Secrétariat de la Convention Climat et le Groupe des PMA pour élaborer un guide de mise en œuvre des PANA par les équipes des pays, « **PANA, une sélection d'exemples et d'exercices** » (UNFCCC LEG). Le premier PANA (Mauritanie) sera présenté à la CdP 10 à Buenos Aires en 2004. Parallèlement, ENDA élabore un outil générique de formation sur la Vulnérabilité & Adaptation (V&A) qui est disponible en ligne et sur CD et principalement utilisé dans les formations de formateurs.

Avec le recul et quelles que soient les critiques formulées sur les PANA, force est de constater que le processus PANA a permis, dans les PMA, d'avoir des équipes rapidement opérationnelles sur la V&A.

Ces activités opérationnelles vont fortement influencées les travaux et position d'ENDA. **Pour le MDP, il n'apparaît plus directement comme une priorité**, le financement du développement peut passer par d'autres portes en particulier la mobilisation interne des ressources financières et l'APD.

L'adaptation apparaît comme la seule priorité des PED face à une vulnérabilité croissante due au fait qu'il est maintenant avéré que les pays industrialisés n'atteindront pas leurs engagements de réduction, ce qui condamne la planète au réchauffement climatique et aux conséquences qu'on connaît.

Ce point est maintenant au cœur des débats qui commencent à s'organiser puisqu'en 2006 vont

commencer les négociations sur l'après 2012 (les engagements de réductions de GES courent, en effet, sur la période 2008 – 2012).

La préparation de l'accord post 2012 : renforcer les positions de la société civile.

ENDA s'y prépare de plusieurs manières, d'une part, partant du fait que la CoP 12 de 2006 a lieu à Nairobi, c'est-à-dire pour la première fois en Afrique subsaharienne, ENDA décide d'organiser une forte participation de l'Organisation, en particulier à partir d'une exposition permanente (exhibit) durant les deux semaines de la CdP, une opération « suivre la CdP sans y être » à partir de conférences « Skype » avec les partenaires du Mali, de Mauritanie, du Bénin et du Sénégal et une forte participation dans les événements parallèles (side events). L'ensemble de ces actions est appuyé par le lancement d'une nouvelle formule de communication à partir de e-bulletin (version électronique par liste mail et production papier). Les six premiers sont lancés lors de cette CdP 12, on en découvre ci-dessous toute l'acuité des thèmes :

Devant le succès de cette formule,

trentaine de e-bulletin a été diffusée. Pour la préparation de Bali (CdP 13), 8 nouvelles livraisons du e-bulletin sont diffusées auprès des partenaires.

- Bilan de la cop12 et de la Cop/MoP2 de Nairobi.- In e. bulletin, N°7, Mars, 2007.
- Climat : le débat «post- kyoto»: résumé exécutif de la proposition de Sao-Paulo, e-bulletin, N°8, Mars, 2007.
- La Société Civile contre la dégradation des sols.- In e. bulletin, N° 9, Avril, 2007.
- La Semaine Internationale Climat et Développement.- In e. bulletin, N° 10, Juin, 2007.
- L'Adaptation : Bali et au-delà.- In e. bulletin N° 11, Octobre, 2007.
- La Déforestation : Bali et au-delà.- In e. bulletin, N° 12, Octobre, 2007.
- Energie et Climat : Bali et au-delà.- In e. bulletin, N° 13, Octobre, 2007.
- Vulnerability and Adaptation in Africa : a conceptual approach.- In e-bulletin, N° 14, Novembre 2007.

Les CdP successives, les échanges avec les partenaires, les discussions

Spécial 1 : Nairobi : CoP-12 « Climat »

Spécial 2 : Un enjeu majeur : Adaptation & Développement

Spécial 3 : Sécurité alimentaire, Déforestation & Changements Climatiques

Spécial 4 : Enda à la CoP de Nairobi

Spécial 5 : Matériel de Formation à l'Analyse de Vulnérabilité / Adaptation aux Variabilités et Changements Climatiques Enda à la COP de Nairobi

Spécial 6 : Déforestation et Changements Climatiques : quels enjeux, quelles questions en suspend ?

ENDA décide d'utiliser ce support pour développer la communication avec les partenaires. A ce jour, une

dans les ateliers de formation ou autres, démontrent que, de plus en plus, se développe une

mouvance de la société civile autour des enjeux à venir sur les changements climatiques.

Face aux négociations qui vont s'engager à la fin 2007 (CdP Bali), ENDA considère qu'il faut organiser au mieux les synergies entre les ONG du sud, en alliance avec celles du nord (renforçant ainsi également le CAN – Climate Action Network) afin d'accroître au maximum les échanges et le poids des positions qui seront émises. Dès septembre 2007, ENDA organise à Dakar la première semaine internationale « Climat et Développement » avec des partenaires du Sud (principalement Afrique de l'ouest et du centre) et d'Europe francophone afin que, dans des débats à majorité anglophones, tout le monde puisse s'exprimer dans sa langue la plus facile.

L'issu de cette semaine est sans appel, le **réseau « Climat & Développement » est né** et sera la base qui portera les débats et les positions pour la société civile. Un premier travail est tout de suite engagé avec les membres du réseau pour présenter les positions en décembre à Bali.



Cette première livraison (« Les enjeux climat pour l'après 2012, ENDA, RAC- F, Equiterre - Octobre, 2007.- 46 pages) renforce **l'accent sur le défi de l'adaptation pour l'Afrique, apporte un premier point de vue sur les enjeux de la déforestation évitée et les perspectives pour l'accès à l'énergie dans les pays africains.** Cette production va rencontrer une forte audience auprès de la société civile francophone.

Le réseau « Climat & Développement » est en marche ; il va chaque année présenter ses positions lors des réunions africaines régionales ou sous régionales (CEDEAO/ECOWAS, UA, UNECA,...), dans les intersessions de la Convention et aux CdP. Le mécanisme de production est simple, chaque année des thématiques sont affectées à des membres du réseau et discutées lors d'un atelier d'échanges et de renforcement de capacités (Dakar 2007, Bamako 2008, Tunis 2009).

ENDA continue à approvisionner la réflexion à partir de ses propres analyses traduites dans les e-bullellins, soit sur la période :

- Numéro 15 : Comprendre la conférence de Bali sur le climat guide à l'intention du public - Novembre 2007.
- Spécial Bali : Enda à Bali des Productions – Novembre 2007. Numéro 15 : Après la Conférence de Bali, quels enjeux pour les pays africains et les ONG ? - février 2008.
- Numéro 16 : Mécanismes et instruments de Financement des Changements Climatiques : focus sur le FEM / Fiche 1 – Mars 2008.
- Special Accra: Advocacy for the negotiations on post- 2012 Agreement. Recommendations by NGO's "Climate & Development Network" Août 2008.
- Numéro 17 : Négociations sur le climat à Accra: Compte rendu de la délégation du réseau « Climat & Développement » Septembre 2008.
- Numéro 18 : le méthane : nouvel enjeu des négociations sur le climat ? - Mars 2009
- Numéro 19 : Partager les connaissances pour relever le défi de l'adaptation aux

changements climatiques : le réseau 'AfricaAdapt' - Mars 2009

Pour la CdP 14 (Poznan, 2008), les positions du réseau sont présentées suivant les blocks de négociations du Programme de Bali et pour la première fois en deux langues (anglais et français). Les points forts focalisent **sur l'équité qui est au cœur des futurs engagements de réductions des émissions, le financement de l'adaptation, la lutte contre la déforestation et les transferts de technologies.** Ce document fera l'objet d'une présentation officielle au cours de la CdP et d'une large diffusion, en particulier par le biais de l'exposition d'ENDA.

Conjointement, ENDA participe avec LEAD à renforcer le rôle des Institutions africaines dans le processus climat. Un atelier est organisé à Tunis en Janvier 2009, avec l'UNECA, l'UA et la BAD, et produit une réflexion sur le leadership africain et la question des



changements climatiques : **« Montrer la voie : un rôle pour les institutions régionales africaines »** (anglais, français). Le leadership se situe à plusieurs niveaux : les négociations « Climat » elles mêmes, la recherche, la mise en oeuvre de la Convention, les actions et les initiatives pratiques, d'où les opportunités pour montrer la voie.

Parallèlement, ENDA diffuse ses points de vue et ses résultats sur huit e-bulletins préparés pour la CdP 15 :

- Numéro 20 : ENDA Communities - Décembre 2009
- Numéro 21: Risk Communication - Décembre 2009
- Numéro 22: Banque de connaissances locales - Décembre 2009
- Numéro 23 : Vulnérabilité des petits producteurs de coton (Mali) Décembre 2009
- Numéro 24 : Adaptation et développement, mais quel développement ? Décembre 2009
- Numéro 25 : Half Die (Gambie)
- Numéro 26: CC and food security in Maradi (Niger)" Décembre 2009
- Numéro 27 Lyambai Vulnerability and adaptation (Zambie) Décembre 2009

Pour la CdP 15 une première déclaration (français, anglais) est émise lors de l'atelier de Tunis en mai 2009 : « **Copenhague, résoudre l'équation climat et développement** », 10 principes et 20 recommandations. **L'impératif des engagements de réductions chiffrés des pays industrialisés est réaffirmé ainsi que le financement de l'adaptation.** L'année 2009 étant une phase importante de l'accord post 2012, ENDA et le réseau sont présents dans les diverses intersessions organisées pour tendre vers un accord : Bonn

1 et 2, Bangkok, Barcelone, entre autres. Il s'agit pour ENDA et le réseau d'appuyer, pour le post 2012, **la mise en place d'un accord contraignant, seule garantie à terme pour les PED.**

Le document final présenté à Copenhague définit « **Les étapes clés d'un accord équitable** » (anglais-français). Rompant avec les « blocs » officiels de la négociation, l'accent est mis, au-delà du financement de l'adaptation, sur **l'adoption et le soutien à la mise en œuvre de plans de développement sobres en carbone et résilients et l'instauration d'une gouvernance multi-niveaux sous l'égide de la Convention.**

Sans analyser les résultats de Copenhague et les incertitudes qui planent sur la suite du processus, le document présenté par le réseau à Copenhague apparaît comme une référence pour baliser les travaux à venir autour de la gouvernance, si fortement mise à mal en ce mois de décembre 2009 et la recherche de sentiers de développement économes en carbone et résilients aux impacts des changements climatiques.

Pour ENDA, les hypothèses pour l'analyse du champ de **l'adaptation intégrée au développement** sont présentées à Copenhague (e-bulletin N°24) « Adaptation et développement mais quel développement ? ».

*Il en ressort que la **problématique de l'adaptation fait resurgir le débat sur le développement** mais, en même temps, les **débats passés et actuels sur le développement nourrissent grandement ceux sur l'adaptation.** Cela permet, en particulier,*



Conférence de presse du réseau Climat & Développement à Poznan COP14

- *de ne pas confondre une action d'adaptation avec l'adaptation elle-même qui est un processus de changement social que les populations doivent maîtriser de manière autonome,*
- *de considérer que ce qu'on propose comme politique et mesure d'adaptation dans de nombreux débats sur l'adaptation est un outil d'interprétation et non un instrument d'action,*
- *d'effectuer un changement d'échelle en portant la problématique de l'adaptation au niveau décentralisé et territorial,*
- *et, sans doute, d'y trouver de manière profonde la source de nouvelles régulations.*

L'adaptation est donc partie intégrante du développement. En tant que processus, elle participe ainsi à la transformation du développement en une forme de développement plus durable. Forte de l'échec de Copenhague, l'année 2010 sera basée sur **cette intégration indispensable des changements climatiques, de leur anticipation et de leurs effets, avec les objectifs de développement, voire de survie, des pays et de leurs populations.**

Dr. Jean-Philippe Thomas,
Coordonnateur ENDA Programme
« Energie, Environnement,
Développement »



Nos activités de 2009

Fumage de poisson à Kayar, Sénégal



Pour 2009, la présentation des activités conduites au cours de l'année sera articulée, comme les années passées, autour de quatre axes stratégiques, et selon les divers types de modes d'intervention ; les synergies et les interactions entre « axes stratégiques / modes d'intervention » constituent un des éléments de la dynamique du Programme « Energie, Environnement, Développement ».

Des jalons pour un développement plus durable

Les réflexions engagées en 2008 sur la redéfinition des axes stratégiques du programme, et reprises dans le préambule du rapport d'activités de cette même année, n'ont pas encore abouties. Il s'agit, en particulier, de faire cadrer ces axes avec le Document de Politique Générale de l'Organisation.

Pour 2009, la présentation des activités conduites au cours de l'année sera articulée, comme les années passées, **autour de quatre axes stratégiques, et selon les divers types de modes d'intervention ; les synergies et les interactions entre « axes stratégiques / modes d'intervention » constituent un des éléments de la dynamique du Programme « Energie, Environnement, Développement ».**

Pour respecter la langue de travail de chacun des collègues

du programme les points du rapport sont soit en langue anglaise, soit en français.

1. Les quatre axes stratégiques d'intervention

Selon notre Programme Stratégique 2005-2008, les activités sont conduites suivant quatre axes d'intervention (présentation complète du Programme Stratégique sur <http://energie.enda.sn>)

1. Contribuer à une meilleure connaissance des problèmes énergétiques et de développement de l'Afrique d'un point de vue technique, économique, politique et socioculturel ;
2. Contribuer à mieux cerner les conditions d'un meilleur accès à des services de l'énergie en priorité pour les populations les plus défavorisées ;

3. Contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre des Accords Multilatéraux sur l'Environnement par les pays africains : Conventions « Désertification », « Changements Climatiques », « Biodiversité ».
4. Analyser et rechercher les synergies dans le triptyque, Energie – Environnement – Développement dans une optique de « développement d'abord » et de lutte contre la pauvreté.

2. Les modes d'intervention

La mise en oeuvre des activités sur chaque axe stratégique combine plusieurs modes d'intervention qui passent par,

1. la recherche et l'observation à tous les niveaux,
2. la formation, le dialogue politique et l'appui technique,
3. la sensibilisation, la production et la diffusion d'informations techniques et de positions auprès de divers publics,
4. l'identification et l'élaboration de projets, ou toute combinaison de ces modes d'interventions.

Axe 01.



Connaissances des systèmes énergétiques :
approfondissement de la connaissance de la situation
des systèmes énergétiques africains d'un point de
vue technique, économique, environnemental,
politique et socioculturel.

La recherche d'alternatives pour un meilleur accès à l'énergie pour les populations les plus pauvres en milieu périurbain et rural reste la constante de notre approche en 2009, avec des ouvertures vers d'autres champs d'investigation. Deux nouveaux champs font l'objet d'une exploration particulière. C'est tout d'abord celui des biocarburants qui, face aux engouements actuels, méritent qu'on s'y attarde d'une manière plus précise, chiffrée, analytique et polémique. D'où les débuts des travaux de cartographie sur la production de biocarburants. Ensuite, il y a l'évaluation, par les populations elles-mêmes, du carbone stocké dans les forêts communautaires qui prend de plus en plus d'importance en ce qu'elle permet de répondre aussi bien à une meilleure gestion des forêts communautaires qu'à une augmentation des revenus potentiels des populations rurales et à l'objectif, global, de préservation de l'environnement (stockage de carbone).

1. Des alternatives pour un accès à l'énergie moins vulnérable

L'accès à l'énergie a été analysé à différents niveaux relevant du social, du politique, du financement et de la promotion d'affaires pour la fourniture de services énergétiques de proximité. La question a été analysée par rapport à sa dimension territoriale, en mettant l'accent sur des zones cibles spécifiques : milieu urbain, milieu rural.

Elle est abordée avec des préoccupations particulières associées aux groupes vulnérables : populations à faibles revenus/pauvres, femmes, populations à faibles capacités d'adaptation aux changements climatiques...

L'accès à l'énergie demeure un défi majeur en milieu rural et se pose avec une acuité particulière, en milieu



Pépinière de *Jatropha* à Kafrine, Sénégal

Ensuite, la nécessité d'élaborer des conditions identiques de fonctionnement des mécanismes de flexibilité et un recours contrôlé à leur utilisation.

périurbain, liée notamment au statut informel de l'habitat, aux conditions économiques des populations – émanant généralement de l'exode rural et des phénomènes de délocalisation – ainsi qu'au ciblage politique dans le secteur de l'Énergie, en particulier, et du développement, en général.

Prenant l'exemple du Sénégal, les résultats font apparaître les dimensions de vulnérabilité énergétique à la fois au niveau macroéconomique et au niveau des ménages.

Au niveau macroéconomique

- Le ratio d'importation nette de l'énergie s'est élevé à 59 % (98%, si l'on ne considère pas la biomasse) alors qu'il n'est que de 10.6% au Brésil et 43% en moyenne dans les pays de l'OCDE.
- L'indice de Vulnérabilité exprimé par le rapport de la facture énergétique au PIB a atteint 18%, soit près de 1/5 de la richesse du pays qui est absorbé par le coût de l'énergie importé. Ce ratio n'est que de 0.3% au Brésil.
- L'indice de Vulnérabilité exprimé en termes de rapport entre la facture énergétique aux recettes des exportations a atteint 56% (en 2008). Cet Indice ne dépasse pas 2.4 % au Brésil.
- L'indice de diversification¹⁰ des sources d'énergie utilisées est de 4765, soit un niveau qui révèle une forte concentration autour de quelques sources d'énergie (Hydrocarbures et biomasse) avec une très faible contribution de l'hydraulique et l'absence – au niveau du mix énergétique – d'autres sources telles que le Charbon, le Nucléaire ou les Energies Renouvelables. La faible diversification est également constatée au niveau des fournisseurs d'énergie conventionnelle malgré l'ouverture de la fourniture à des producteurs indépendants. Ceci traduit la faiblesse de la coopération sous régionale, en termes de connexions électrique et gazière et de développement de marchés communs pour les technologies d'énergies renouvelables.

- La vulnérabilité est accentuée par l'insuffisance et l'inefficacité des infrastructures énergétiques (insuffisance des capacités de raffinage, de stockage des produits pétroliers et de production d'électricité). L'outil de raffinage est, en plus, limité techniquement au traitement d'un seul type de brut (léger et plus cher).

Au niveau des ménages :

- La vulnérabilité énergétique réside dans la forte dépendance des ménages vis-à-vis de la biomasse dont la durabilité est contrainte par une mauvaise gestion des ressources, des conditions climatiques défavorables et l'inefficacité de l'usage : conversion du bois en charbon et équipements de cuisson traditionnels peu efficaces.
- L'énergie absorbant près de 17% des dépenses des ménages, la hausse des prix de l'énergie est fortement ressentie au niveau des capacités financières de ces derniers.
- L'élimination de la subvention pour le gaz butane au Sénégal accentue, d'avantage, la vulnérabilité économique des ménages.
- L'avancement, sur l'échelle énergétique, des ménages à faibles revenus constitue de plus en plus un défi vu l'élimination des subventions sur le butane dit populaire et les contraintes de durabilité des ressources d'énergie traditionnelle (Biomasse).

Ainsi, tous les indicateurs d'évaluation de la vulnérabilité du pays traduisent une forte fragilité énergétique du Sénégal.

Ces résultats ont été présentés en 2009 à Nairobi, lors de la rencontre d'experts organisée par l'Initiative GENUS (Réseau Global sur l'Énergie pour les établissements urbains) du Programme des Nations Unies pour l'Habitat (UN Habitat) visant le milieu périurbain.

¹⁰ Indice de Herfindhal-Hirshman (HHI): C'est la somme des carrés des parts des différentes sources d'énergie primaire. Un HHI situé entre 1000 et 1800 reflète une concentration assez modérée. Des valeurs supérieures à 1800 traduisent une forte concentration.

Ces résultats ont apporté un éclairage et des éléments de base pour le débat, de même qu'en termes de perspectives d'intervention du GENUS.

La dite étude a été présentée aussi à la rencontre organisée à Maputo par la Banque Mondiale, la GTZ, le FEMA et l'EUEI pour le lancement de l'Initiative Électrification de l'Afrique (AEI) pour l'Afrique Sub-saharienne, en présence de 125 praticiens de l'électrification.

L'accès à l'énergie était également au centre des analyses et débats conduits dans le cadre du réseau Global Energy Assessment (GEA) lancé en 2007 à l'*International Institute for Applied Systems Analysis* (IIASA) autour de 26 *modules de connaissance* portant sur différents volets de l'Énergie (Économie, technologie, investissement, aspects social, politique, environnemental, sécurité, perspectives, etc.). Enda Énergie a pris part à la 1^{ère} rencontre qui a réuni tous les analystes qui contribuent à ce travail pour la présentation de l'état d'avancement des rapports ainsi que la mise en cohérence des différents *modules*. La contribution d'ENDA a porté sur deux modules (Énergie rurale et les politiques d'accès à l'énergie).

D'où la mise en place **d'un processus de capitalisation** sur la problématique de l'accès et de la sécurité énergétique, à travers :

- la création d'une plate forme d'échange régional qui envisage d'autres actions politiques pour une prise en compte de la dimension périurbaine dans la planification énergétique ;
- la publication dans « Bulletin africain » du résumé des travaux sur « l'énergie propre pour les pauvres en milieu urbain : une question urgente » à l'intention des décideurs (B.A. N° 17, Octobre 2009) ;
- le lancement d'un Programme de Renforcement des Capacités et de Campagne de Mobilisation pour l'Énergie en Afrique (CEMA) initié par UNEP RISOE au titre du Partenariat Afrique-Europe en matière d'énergie (PAEE). Son objectif est de renforcer le dialogue Afrique-Europe sur l'accès à l'énergie et la sécurité énergétique aux niveaux local, national, sous régional, continental et mondial dont le but est d'accroître la mobilisation des ressources humaines et financières pour l'appui au développement du secteur énergétique africain.

2. Cartographie de la production de biocarburants

En collaboration avec l'ICCR « Interdisciplinary Centre for Comparative Research in the social sciences » (Autriche), Enda a lancé un projet de Recherche sur sur l'approvisionnement durable en énergie, en particulier sur la production et l'exportation des biocarburants.

Ce projet de recherche au Sénégal s'est focalisé sur l'analyse des filières éthanol et biodiesel, de la production à la commercialisation des produits énergétiques. Le travail préliminaire aura permis de dégager une analyse des aspects politiques, des programmes et projets liés, directement ou indirectement, au développement des biocarburants, ceci dans le but de bâtir des positions. En effet, ces programmes qui, *a priori* et dans leur démarche, ne visent pas les biocarburants, n'exclut pas de *facto* leur intégration dans ces politiques et mesures, parce que pouvant être associés au développement d'autres cultures. Le Jatropha en constitue une parfaite illustration.

À l'issue des actions de terrain, une base de données non exhaustive a été mise en place concernant la filière jatropha au Sénégal. En faisant l'état des lieux des initiatives en cours sur cette spéculation, un « **mapping** » assez large a été réalisé qui donne un aperçu sur les superficies de plantations, les acteurs et les opérateurs présents - qu'ils soient nationaux ou étrangers, les modèles cultureux et organisationnels déployés, ...

En termes d'enseignements sur cette filière, il faut surtout relever : les nombreux manquements en qui concerne la législation foncière, l'absence d'un cadre de contrôle, la coloration politique qui influe sur la prise de décision, le faible accompagnement des paysans... toute chose pouvant compromettre l'évolution du programme biocarburant.

Et aujourd'hui, malgré les opportunités que représentent les biocarburants sur les plans social, économique et environnemental, leur exploitation et leur



Ancienne haie de *Jatropha* à Kaolack, Sénégal

« Le développement durable et la bioénergie devrait être basé sur des standards et des critères clairs et appropriés en vue d'orienter la prise de décision au niveau politique... »

valorisation ne saurait se faire sans une démarche concertée. Les résultats définitifs de l'étude seront publiés en 2010.

Dans la même dynamique, la recherche et le débat sur la bioénergie se poursuivent avec une orientation ciblée, pour ce qui concerne l'Afrique, vers les liens avec le développement rural, la création de revenus et la lutte contre la pauvreté. En ce qui concerne le conflit entre sécurité alimentaire et sécurité énergétique le débat est plutôt repris en termes d'accès à la nourriture et non de production alimentaire, rappelant que les crises alimentaires ont existé avant le développement de la production d'agro-carburants qui, au demeurant, constitue une activité récente, singulièrement en Afrique. Ces arguments tendent à militer **en faveur de la production d'agro-carburants en vue du renforcement des revenus des populations rurales et le développement de leurs capacités d'accès aux produits alimentaires.**

Position d'ENDA Energy : Le développement durable de la bioénergie devrait être basé sur des standards et des critères clairs et appropriés en vue d'orienter la prise de décision au niveau politique ainsi qu'au niveau de la conception et la mise en œuvre de programmes et de plans d'investissements. La certification constitue un outil de garantie de la conformité aux critères mais sa mise en œuvre nécessite le développement des capacités requises. L'ensemble de ces activités et des positions a été relayé dans un certain nombre de forum et d'ateliers à différents niveaux :

a) **au niveau national** avec la rencontre des ONGs organisée par ActionAid et Wetlands International (CESAG, février 2009) en vue de la compréhension des enjeux de la production des biocarburants par rapport aux questions de sécurités énergétique et alimentaire et à la dimension foncière. La conclusion et recommandations des débats ont porté sur les points

suivants :

- 1) les questions Energétique et Alimentaire sont de nature stratégique et ne doivent pas être laissées entre les mains des privés;
- 2) la sécurité énergétique ne doit pas être considérée au détriment de la sécurité alimentaire;
- 3) la nécessité d'établir un cadre national de concertation;
- 4) le recensement des bonnes pratiques;
- 5) la vigilance, en ce qui concerne les productions extensives;
- 6) le droit à l'information et la transparence au niveau des délibérations pour l'octroi des terres en faveur de la culture des agro-carburants.

b) **au niveau international** avec :

- 1) l'organisation par ENDA Energie d'une conférence sur le financement de projets de bioénergie durable qui a réuni plus de 70 représentants venant de départements ministériels, d'organisations internationale et régionales, d'universités et d'instituts de recherche, d'ONGs et d'institutions financières. (29 septembre au 01 octobre 2009, Dakar)
La visite de terrain organisée à l'occasion de cette conférence a permis de prendre connaissance des initiatives de plantations énergétiques et alimenter le travail du mapping lancé par le programme pour la localisation des projets de biocarburants au Sénégal.
- 2) La participation au side-event du PNUE lors de la 17^{ème} session de la Commission des Nations Unies pour le Développement Durable (CSD 17) auquel le programme Energie a été invité pour discuter d'un outil développé par le PNUE pour la prise de décision politique dans le domaine de la bioénergie
- 3) Consolidation de la Coopération Sud-Sud dans le domaine de la Bioénergie dans le cadre du Projet COMPETE à travers une visite d'échange d'expériences effectuées au Mexique

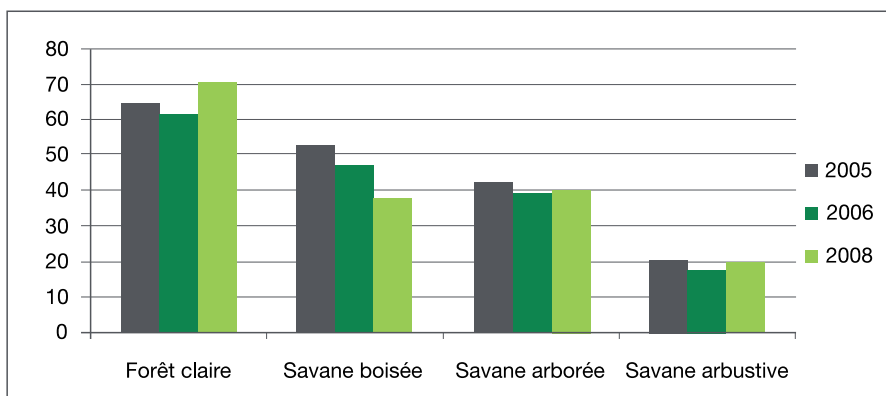
par les partenaires africains de COMPETE venant du Sénégal, de l'Afrique du Sud, de la Zambie, de la Tanzanie, du Mozambique, du Kenya.

4) La participation à la rencontre finale du PROJET COMPETE pour la présentation des leçons apprises dans le cadre de cette initiative soutenue par l'Union Européenne.

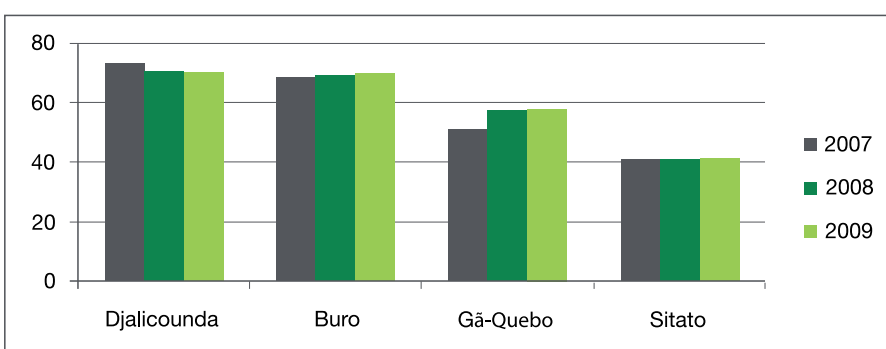
3. Evaluation du carbone stocké dans les forêts communautaires par les populations locales (K-TGAL)

L'évaluation des stocks de carbone dans les forêts communautaires par les populations locales elles-mêmes est une gageure que s'est fixée Enda afin que les populations puissent s'approprier les avantages du carbone stocké. Les résultats de ces évaluations ont permis de constater une nette évolution (voir graphiques ci-contre) du carbone stocké dans tous les sites des trois pays concernés. Ces résultats sont le fruit d'efforts de conservation et de préservation entreprise par les populations locales responsables, à travers la gestion communautaire, des ressources se trouvant sur leur terroir. L'idée réside dans ce que l'effort de conservation sera toujours rémunéré d'une façon ou d'une autre et les populations portent beaucoup d'espoirs sur la finance carbone et sur les mécanismes de la REDD en vue de vendre le carbone contenu dans les forêts et compenser l'effort de conservation grâce à leur mode de gestion. Parallèlement à cette activité de mesure du carbone, nous estimons que le dévelop-

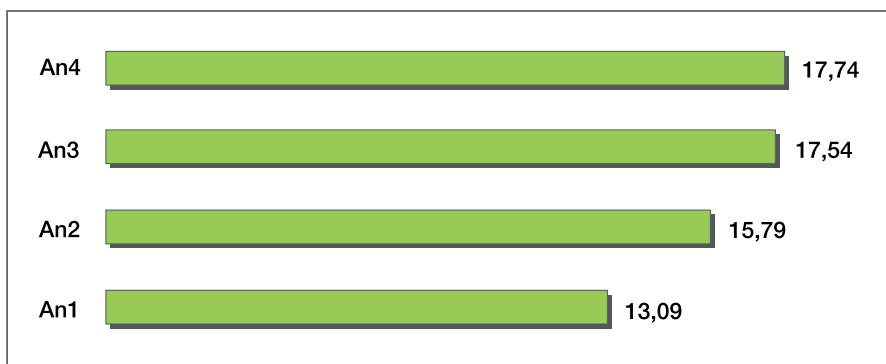
pement d'activités génératrices de revenus est important pour l'atteinte des objectifs de conservation des ressources naturelles. A travers ces activités, les populations trouvent des moyens alternatifs de satisfaction de leurs besoins. L'appropriation de ces activités par ces populations a favorisé l'obtention de quantités importantes de carbone stocké. Au-delà de l'intervention d'Enda, les activités vont continuer car les populations détiennent la technologie et le savoir-faire qui permettent de perpétuer les activités basées sur le modèle de gestion communautaire des forêts.



Sénégal : Evolution du carbone 2005 à 2008 (tonne de carbone par ha)



Guinée-Bissau : Evolution du carbone 2007 à 2009 (tonne de carbone par ha)



Mali : Evolution annuelle du carbone de 2005 à 2008 (Tonnes de carbone/ha)



Mesure du diamètre des arbres par des paysans maliens

« *La gestion communautaire des forêts, un élément déterminant dans la réduction des taux de dégradation...* »

Au cours cette recherche/action, on a pu relever que **la gestion communautaire des forêts était un élément déterminant** dans la réduction des taux de dégradation et pouvait être un facteur stimulant des paiements directs issus des politiques de la REDD. Nous avons également pu démontrer que les communautés seront capables de poursuivre la comptabilisation des crédits du carbone qu'elles produisent. Les fonds internationaux pour la REDD seront certainement centralisés par les Etats sur la base d'un taux de réduction moyen au niveau national mais pas au niveau des projets. Cet état de fait conduira à la mise en place d'une institution nationale qui administrera le système des crédits carbone pour les communautés. Toutefois, cela nécessitera, entre autres, une comptabilisation de tout le carbone à l'échelle du pays, un système de vérification et même des infrastructures pour effectuer les paiements. Dès lors, des opportunités de fraude et les risques associés de corruption ne devraient pas être sous-estimés. Pour autant, il faut noter qu'il y a d'autres moyens de créer des stimulants. Avec la promesse des fonds carbone, les Etats pourraient gérer et organiser la gestion au niveau communautaire. Les

communautés pourraient être payées à faire le suivi des stocks de carbone sur une base régulière. Le projet K-TGAL a démontré la faisabilité et suggère le mode de paiement non pas sur la base du carbone stocké mais sur la base de l'activité de suivi, d'entretien et de conservation de la forêt.

Concernant la **participation des communautés** dans les zones arides, il est vital que la dégradation soit définie et mesurée et des mécanismes mis en place de sorte que les communautés puissent disposer de leur dû après accomplissement de l'évaluation qui leur est demandé. Les négociateurs de l'UNFCCC doivent reconnaître que les questions politiques (quel type de carbone économisé est éligible ?) et méthodologiques (préférence pour l'évaluation locale par les populations) seront importantes dans la détermination de la participation des communautés de base à la REDD.

Axe 02.



Elargissement de l'accès aux services de base de l'énergie pour le plus grand nombre dans une optique de lutte contre la pauvreté

L'accès aux services énergétiques a été abordé en 2009 dans la continuité de nos travaux des années passées, c'est-à-dire au travers du **développement de l'entrepreneuriat** rural et périurbain. Deux stratégies de levée des barrières sont mises en œuvre auxquelles on peut également ajouter le montage du programme national biomasse :

1. Développement des produits financiers adaptés à travers un mécanisme de micro financement visant la mutualisation de l'accès aux services énergétiques durables Cette stratégie est basée sur les très petites mutuelles (les Mutuelles d'épargne et de crédit, MEC) du milieu rural et périurbain pour faciliter l'accès aux services énergétiques pour les usagers finaux marginalités. Cela consiste, pour la Fondation Senfinance (Institution de Micro financement), à assurer le refinancement des MEC au profit de

leurs clients sous la garantie de la Banque Régionale de Solidarité (BRS). Ce mécanisme a été lancé en Septembre 2009 avec l'appui du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et l'Agence de Coopération Suédoise pour le Développement International (SIDA). Ce mécanisme de financement vient compléter le schéma d'appui aux fournisseurs de services énergétiques dans le cadre du Programme AREED I (African Rural Energy Enterprise Development). Il permet, ainsi à Enda, d'associer l'offre de Services de Développement d'Entreprises (SDE) à la fois d'un point de vue de l'offre (fournisseurs : opérateurs) que de la demande (marché ou usagers finaux).¹¹

¹¹ « Le micro financement : une question urgente pour renforcer l'accès aux services énergétiques durables », - Sécou Sarr & Aby Dramé ; in Magazine sur l'Environnement, « VIE » N° 15, Nov. 2009.



Bois de chauffe



Atelier de lancement AREED II

2. La promotion des usages productifs de l'énergie en milieu rural (Programme ENDA/EASE/ETC). A travers une approche basée sur l'analyse des chaînes de valeur, des filières de transformation sont déjà identifiées : le fumage du poisson, la boulangerie traditionnelle et la torréfaction. Ces niches sont explorées en vue d'introduire des technologies plus efficaces d'utilisation de la biomasse.

Ces alternatives permettent ainsi à Enda de renforcer sa position de facilitateur en fonction des chaînes de valeur progressivement identifiées et pour lesquelles les barrières au développement d'affaires doivent être identifiées et levées, en rapport avec les différentes catégories d'acteurs. Cette implication des acteurs tient particulièrement compte des besoins différenciés des usagers finaux (dimension Genre) et des profils énergétique et climatique de la zone d'intervention. La phase de capitalisation est prévue en 2010.

3. Montage du Programme National Biogaz au Sénégal

Enda, au titre de sa collaboration avec SNV, a accompagné l'Etat du Sénégal dans la mise en place du Programme National Biogaz. Les approches développées par Enda pour le développement de l'entrepreneuriat en milieu rural trouvent ici une autre niche de recherche – action – formation.

Position d'ENDA Energy. Aujourd'hui, et pour longtemps encore, la promotion d'un développement économique « pour les pauvres », solidaire et sobre en carbone requiert un accès significatif à des services énergétiques durables faisant appel aux énergies renouvelables, à la bioénergie et à la promotion de l'efficacité énergétique dans les modes de production et de consommation d'énergie. Chaque filière constitue une niche de création d'emplois et de revenus qui sont autant

d'éléments susceptibles de renforcer le pouvoir économique des hommes et des femmes.

Du fait de l'exploitation décentralisée de ces filières, Enda promeut des modèles ou des approches basés sur : d'un côté, le développement des très petites entreprises ou micro entreprises évoluant en milieu rural et péri urbain, et, d'un autre côté, la mutualisation de l'accès aux services énergétiques à travers le développement du micro financement de manière à dynamiser le marché.

Ainsi, l'association des Services de Développement de l'Entrepreneuriat (SDE) aux services d'incitation du marché constitue une stratégie optimale d'accroissement de l'ASE, une solution à la maintenance des équipements et aux besoins d'une croissance économique territoriale durable.

Ce faisant, la recherche de solutions alternatives pour un meilleur accès aux services énergétiques en vue de la lutte contre la vulnérabilité économique, sociale et environnementale des populations conforte les actions d'Enda autour :

1. du renforcement des capacités des organisations de la société civile, des micro-entreprises et des institutions de micro financement ;
2. de l'accompagnement des décideurs dans la prospection de nouvelles trajectoires de développement plus propres fondées sur des solutions énergétiques à faible contenu en carbone et susceptibles de répondre à la demande d'énergie et réduire les émissions de GES au titre des changements climatiques.
3. de la promotion d'un dialogue social en vue d'améliorer la gouvernance de l'énergie et faciliter le partenariat optimal entre les communautés, les institutions de micro financement et les entreprises solidaires sous le vocable « Partenariat Public-Privé-Communautaire » (PPPC).

Axe 03.



Contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'Environnement par les pays africains : « Désertification », « Changements Climatiques », « Biodiversité ».

1. Climate and Development or CC Adaptation as a response to the sustainable development crisis

ENDA conducts several tasks: establishing case studies in identified project regions to assess how local people would respond to such a project, contributing to the development of the CCE tool, advancing climate risk communication, reviewing concrete examples and defining an evaluation method of vulnerability at the local level.

1.1. Community-Based Adaptation : Elaboration of case studies and tools

Community Based Adaptation Banjul -The Gambia : "it is necessary to sensitize and increase the understanding"

This project is currently ongoing in 'Half Die' community located in Banjul Old Town, The Gambia. Banjul Old Town is built on a low lying coastal spit located at the estuary of the River Gambia and the Atlantic Ocean. It is exposed to sea-level rise, floods and increasing temperatures. Rising sea-levels are destroying natural resources (sandy beaches and mangroves) and polluting fresh water by saline intrusion. Flooding in 'Half Die' is destroying community infrastructure (shelter and roads). There are indications of increasing temperature as observed from 1951-2008 Local people are exposed to malaria and heat stress as a



Communauté en discussion, Marady, Niger



Atelier d'échanges, Half Die, Gambia

result of flooding and increasing temperatures. Local livelihoods especially fishing, fish smoking and oyster harvesting are negatively affected due to these hazards. This project is aimed at assessing the impacts of these climate related hazards on lives and livelihood resources and raising awareness of both climate change and what that represents in terms of threats and the potential that exists for adaptation.

And to raise awareness about climate change and variability and the potential for adaptation.

Lessons Learned

It has been realized that effective adaptation strategies cannot be implemented if people do not fully comprehend the phenomenon of climate change. Though these hazards have been observed in recent years, some local people do not fully understand the phenomenon underlining these occurrences. This lack of knowledge and understanding inhibits the ability to anticipate and to adapt. Most actions taken to reduce climate related impacts have been reactive rather than proactive. As a result, the severity of these risks on local people is increasing every year.

Also, to enhance the resilience of local communities, it is necessary to sensitize and increase understanding of increasing climate variability in relation to its causes, contributing factors and effects. A good conceptualization of this phenomenon would enable them to anticipate future events, assisting them to develop more sustainable local coping strategies.

Community-Based Adaptation in Niger : “adaptation to climate change is actually a process multi-scale and multi-level”

This activity is going on in the Maradi district in the south of Niger. Around 75% of the population work in agriculture. This community is currently facing a diminution in duration and quantity of rainfall coupled with rising temperatures. This has resulted in food insecurity as farmers are experiencing reductions in crop yields. The quantity of food harvested currently is not enough to sustain local households during the three months wait between end of rains and start of next planting season. Observed data on precipitation from 1932 to 2006, shows a reduction in mean amount of rainfall.

Lessons Learned

Maradi's case study shows that adaptation to climate change is actually multi-scale and multi-level, and more than a local process. Indeed, if local adaptation measures are implemented primarily, other adaptation measures in higher levels could promote or undermine local measures. A case in point is the construction of a dam over River Goulbi Maradi whose waters come from Nigeria, used and shared between populations of Maradi (Niger) and Jibia (Nigeria) which has influenced the usual flow and use of the river by people living down stream. Irrigation in Maradi could no longer be considered as an efficient form of adaptation measure. Adaptation measures with respect to the use of water from the river should consider what happens upstream on the river in Nigeria and this will probably require collaborations between authorities of both countries.

Climate Change Explorer (CCE) Tool Workshop

This activity is organized in conjunction with Stockholm Environmental Institute (SEI) on the use of the Climate Change Explorer (CCE) tool. This was aimed at equipping team members to process climate data and to make meaningful conclusions from them. Participants were trained in developing climate envelopes for project areas and and this was supported by discussions on effective communication of climate risk.

During the workshop, participants were trained on the concepts of climate variability, producing trends of climate elements (precipitation and temperatures), and making projections of future events. This covered discussions on analysis and effective handling of climatological station data to derive robust information.

Discussions were also held on limitations of station data, its treatment and filling in of missing data. They were taken through description of various downscaling methods and handling of information from a modeling perspective and assessing the pros and cons of varied data sets. Participants had hands on experience with practical demonstrations of the tool by assessing the vulnerabilities of some case study locations.

Lessons Learned

The participants understood that;

- The CCE tool helps to generate information on possible future climate change which informs decisions on adaptation measures.
- Data are imperfect representation of reality surrounded by known and unknown errors.
- Station data cannot be effectively used without knowledge of information about the station itself, it is therefore important to have a good knowledge of meta data before using it.
- Climate projections are surrounded by so much uncertainty but that should not constrain decision making on adaptation for the present and future generations. It is therefore important to explore likely probabilities surrounding these uncertainties to make important choices.

Development of a vulnerability assessment method CRiSTAL V and A training tool

ENDA and IISD arranged a training workshop for the CRiSTAL vulnerability and adaptation assessment tool developed by IISD and IUCN. It is anticipated that this tool will be used in all ENDA C3D + community-based adaptation (CBA) work. IISD and ENDA also arranged for a field trip to be undertaken to an ENDA ongoing CBA project (commenced under C3D) in western Zambia for the purpose of field testing.

Lessons Learned

The participants discovered that,

- The CRiSTAL tool is beneficial in ongoing CBA projects where the vulnerability of lives and livelihoods are been assessed in relation to the impacts of climate change.
- The workshop gave participants a comprehensive understanding on concepts of climate change, vulnerability and adaptation and finally,
- The tool assists in an effort to integrate climate change adaptation and risk reduction into community-level projects and adds to the range of approaches that ENDA employs to engage in risk communication.

1.2 Capacity development activities

Indigenous Knowledge Bank (IKB)

IKB is mainly aimed at identifying, validating and valorizing of existing and forgotten African knowledge systems and coping strategies used in response to impacts of climate hazards. This was implemented through consultations with ENDA's existing networks and interest groups and during field visits. Activities include gathering of local knowledge, validating it, digitizing and indexing into a data base. There is also the development of a web-based platform for sharing and dissemination of information : <http://www.enda-communities/ik.htm>

Lessons Learned

It has been identified that, local communities have their own measures for coping and adapting to increasing climate variability and change which preserve and protect their natural environment.

However, these are limited in efficiency because of inadequate resources to implement them. This local, though often falsely perceived to be inferior to modern knowledge, when well managed and protected, is able to thrive where highly technical knowledge from external agencies may fail because of the sense of ownership community members attach to it. This can sense of ownership, a vital quality, can be effected by collaboration with local NGOs, CBOs and communities themselves.

Rural women have unique skills and knowledge in preserving and managing ecological systems as a result of their close affinity to the environment. It is important that their pivotal role should not be ignored but given the needed attention.

On the other hand, in order to avoid developing mal-adaptative measures, it is important to consider all affected parties of climate change in decision making processes. This will enhance the achievement of sustainable adaptation measures.

ENDA Communities and Global Communications Network (GCN)

ENDA Communities is an umbrella conceptual and ideological window through which a variety of work themes in climate and development are now being undertaken. At the core is the Global Communities (Climate and Development) Network, which is linked to the Indigenous knowledge bank (IKB) and community-based adaptation (CBA) programme. Surrounding these core activities are gender and climate, energy and climate and cities and climate change.

ENDA Communities Network is a communications tool and also a help desk for small organisations, civil society and community-based organisations, livelihood groups, researchers, local decision makers and the local private sector. It is designed to be user friendly, users being those individuals, groups and entities that fulfil the membership criteria. The rest of the world is invited too, as critical observers, as contributors to networks of knowledge supply and technical advice but not as participants in the arena of communications.

ENDA Community's concerns are about people or community-led development at a time of increasing climate change and variability. Thus climate is a feature of the debate, not the core, the core is people and the environment in which they live. Here are a few of the things that ENDA Communities aims to provide: a meeting place for southern CBOs, CSOs, LDMs; a network – an organisational and institutional map – who's who? A talkshop – chats, ideas, brainstorming space, online, e-mail, local radio; blogs; Facebook; discussion groups; a window on experience – past, present and planned – how people and places are changing – coping strategies, management of ecological goods and services, things that have been tried to adapt to change, what has worked and what has not; online, newsletter, e-mail, local mail; climate and development news and info portal – bulletins - online, e-mail, snail-mail, Pipeline for opportunities – funding, scholarships, how to structure proposals/applications, what to say, what not; a glossary – complex issues explained in simple, non-technical language; a resource base – local knowledge and coping systems, how people managed their environments in the past, methods, tools, advice, links, who to talk to and people at ENDA and its regional centre partners who care, people who try to understand, who have worked and walked in the same fields, along the same paths.

Dissemination Activities

- Presentation of concept to relevant potential user communities – ACCCA closing workshop (14 CBA projects) – Bonn, June 2009, JICA workshop on adaptation – London, August 2009, ECBI delegates workshop – Dakar, September 2009. A core membership group of 30 members has been generated with around 100 associate (observer members). It is not proposed to permit extension of the membership until January 2010 by when the ENDA Communities web platform will have become fully operational and road-tested.
- Development of network platform and web pages for other component parts of ENDA Communities, specifically Indigenous Knowledge, Community-based Adaptation, Gender and Climate Change,



Flooded compound with cement blocks serving as pathway

Enda Communities is an umbrella conceptual and ideological window through which variety of work themes in climate and development are now being undertaken.

Energy and Climate Change, Cities and Climate Change. The platform (at time of writing under construction) is provided by IDS – ELDIS groups and technical assistance has been provided during a two-day technical visit in late September 2009 to the ELDIS offices at IDS. One aspect of this work involved a special facility for removing most of the ELDIS branding. Other issues such as deconstruction of username-password barriers is also the subject of development at this stage. It is scheduled that the platform will be working in rudimentary fashion by the time of the C3D+ PMU meeting in Copenhagen 12-13 December 2009 as will the pages on IKB and CBA. The address is <http://www.enda-communities.org>

- ENDA Communities features in the new **Nairobi Work Programme** synthesis document – Action Pledges – A synthesis of outcomes, good practices, lessons learned, future challenges and opportunities in which ENDA has lead written the chapter entitled ‘Communicating Climate Risk’. This document was launched at a meeting of NWP in Barcelona in November 2009 and will be widely disseminated by UNFCCC at the COP 15 in Copenhagen in December 2009. A 2-page “recto-verso” e-bulletin on ENDA Communities has been produced for dissemination at ENDA side event and other events that ENDA attends including COP 15, Copenhagen. Similar documents have been produced for Risk Communication, IKB and CBA. A number of other small articles and snapshots/vignettes to be diffused through specific events such as COP15, CBA conference Tanzania Feb 2010, Africa Adapt adaptation Symposium currently scheduled to be held at Africa Partnership Forum, Addis Ababa 2010, future NWP meetings (ENDA is a NWP partner Regional Centre with an ongoing set of Action Pledges) and intersessional climate talks hosted by UNFCCC.

Lessons learned

ENDA Communities is launching at a time when other much larger network initiatives are becoming operational including UNEP Global Adaptation Network, weAdapt and Africa Adapt, the latter two of which ENDA is a partner in. ENDA Communities fills a particular slot and is targeted at a very specific user community.

In terms of the other adaptation networks, ENDA, with the support of C3D/ EU, can integrate well and can partner with other larger works in the genre and will negotiate with relevant network leaders in this regard.

The network will become sustainable by ensuring that specific needs are identified and met, so that the network becomes more than just a ‘talkshop’ but actually feeds appropriate information, knowledge and advice according to real demand from places where access to global flows of such resources are either constrained or are hard to unpack, comprehend and deploy

1.3 Knowledge sharing and policy dialogues

Winter School on climate change science analysis

A participant from ENDA went to the Winter School on climate change science analysis held 13-26 July 2009 by Climate Systems Analysis Group of the University of Cape Town. This course gave participants insights into concepts such as global warming, adaptation, vulnerability and resilience, risk communication and social learning. Knowledge on both social assessment of vulnerability and modelling of climate data was acquired. This training gave more insights into factors to consider when assessing vulnerability at community level using participatory tools. In addition, participants were introduced to

climate models and their uses, assessing their efficiency in estimating past climate trends and their ability to predict future climate patterns. This training provided enough material for the ENDA participant to be able to pass on many of the lessons learned and conduct training at ENDA in early 2010 with team colleagues in Dakar.

Partager les connaissances sur l'Adaptation : La réseau Africa Adapt

ENDA est principalement en charge de la réalisation de trois activités :

- Le Fond d'Innovation pour le Partage de Connaissances qui a permis de sélectionner pour sa 1^{ère} édition 9 projets pour la promotion du partage de connaissances au niveau communautaire. A ce jour, 8 projets sont financés par ce fond et vont débiter leurs activités.
- La Stratégie Genre associe les femmes ainsi que les groupes marginalisés au réseau afin que le processus de partage de connaissances soit inclusif et représentatif des différentes composantes des communautés locales.
- Le Mapping des Organisations actives dans les changements climatiques a permis de recenser une centaine de structures en Afrique.
- En résumé, sous forme d'un tableau ci-dessous, quelques autres aspects :

Online	Offline
<ul style="list-style-type: none"> • Un site web (500 membres dont 80% africains, 10 000 visites, 400 documents en ligne) • Une chaîne de vidéos You tube • Une newsletter (2 éditions bilingues) 	<ul style="list-style-type: none"> • Marketing du réseau AfricaAdapt : participation à 10 événements internationaux sur l'ACC et recrutement de membres • Organisation de 2 rencontres entre les membres du réseau « Meet and Greet » (journalistes, chercheurs, décideurs, radiodiffuseurs communautaires) à Nairobi et Accra • Lancement de la série de policy briefings « Joto Africa »

Leçons apprises

- Les communautés locales constituent la base sur laquelle il faut travailler car trop souvent délaissées par les autres réseaux. Certes, c'est une cible difficile à atteindre mais des activités comme le Fond d'Innovation, les visites d'échanges sur le

terrain et le projet d'émissions de radio sont des initiatives ciblées qui touchent les communautés à la base les invitant au partage de connaissances sur leurs expériences des changements climatiques.

- Le réseau se nourrit essentiellement du dynamisme des KSOs. En effet, la constitution d'un réseau exige une grande implication des KSOs qui doivent faire preuve d'initiative et de flexibilité pour répondre aux besoins des membres et savoir les anticiper.

A partir de juin 2010, ENDA a été retenu pour coordonner l'ensemble du réseau AfricaAdapt

- Participation aux négociations et dialogues politiques : quelques exemples

Négociations des Nations Unies sur les Changements Climatiques : Juin 2009 – Bonn, Allemagne (Intersession) : en préparation du

rendez-vous de Copenhague prévu en décembre 2009 ENDA a participé aux activités de négociations et de side event. Participation également au ACCCA « closing workshop » et side event organisé par UNITAR, présentation des résultats.



Travaux de groupe atelier de Louga 2 - 4 mars 2009

- **Octobre 2009 – Bangkok (Intersession)** : dans le processus de Copenhague, participation aux groupes de contact ouverts et side event. Enda est intervenue en particulier dans deux réunions ouvertes des négociateurs africains.
- **CoP 15 Copenhague** – voir compte rendu et analyse sur <http://enda.energy.org> et dans le préambule à ce rapport.
- **Atelier de concertation des négociateurs Climat de la CEDEAO / ECOWAS : 14 -16 septembre - Cotonou, Benin.** La commission de la CEDEAO, en collaboration avec le Ministère Béninois de l'environnement et de la protection de la nature a organisé un atelier de Concertations Ouest africaines des négociateurs des Etats membres de la CEDEAO et autres experts sur les négociations sur le climat à Cotonou (Bénin). Celui-ci est le 2^{ème} après celui de 2008. L'objectif général est d'améliorer la participation de la CEDEAO aux négociations sur le climat en cours. Cela doit passer par une revue de l'état des lieux sur les différents points de négociations et les positions de l'Afrique sur ces points de négociations afin de les harmoniser par rapport aux intérêts en jeu. La communication d'Enda a repris essentiellement les différents principes et recommandations du réseau « Climat & Développement », animé par ENDA (la déclaration de Tunis de 2009). Il s'agissait de plus de partager l'expérience d'Enda et de proposer des stratégie d'intégration des différentes positions dans le processus de négociation sur le climat.

2. Actions contre la désertification

2.1 Mise en place d'une plateforme collaborative de dialogue et de partage de connaissances sur la lutte contre la désertification

- Organisation d'un atelier de formation sur la « **capitalisation des expériences de lutte contre la désertification** » à Louga, 2 - 4 mars 2009. Il s'inscrit dans le cadre des activités du Programme DRYNET (Partenaire UE) en matière de renforcement des capacités des organisations de la société civile pour améliorer la visibilité des activités des acteurs de la société civile dans la lutte contre la désertification, valoriser les initiatives locales et favoriser le partage des connaissances (39 participants provenant de : FONG, FAPAL, Service des Eaux et Forêts, Gouverneur, élus locaux, CONGAD, etc.)
- Atelier national sur « **les expériences de lutte de contre la dégradation des terres et d'adaptation au changement climatique** », 23 au 25 novembre 2009, Ziguinchor. Il a regroupé plus de vingt cinq (25) participants issus des ONG/OCB des régions du Sud du Sénégal (Ziguinchor, Sédhiou, Bignona, Kolda), les Services Techniques, les partenaires au développement, les Elus locaux et les médias.

Cet atelier a permis aux participants de mieux cerner la relation entre le changement climatique et la dégradation de l'environnement ; d'établir des synergies d'action comme base de partenariats plus durables au sein de la Société Civile et avec d'autres catégories d'acteurs ; et d'amorcer une



Une vue de la mangrove, Joal Fadiouth



Présentation d'expérience pendant l'atelier de Ziguinchor

dynamique de capitalisation d'expériences partageables dans les zones Sud du Sénégal affectées par la déforestation, la dégradation de la mangrove, la salinisation des rizières, entre autres. Plusieurs publications sont disponibles, voir bibliographie en annexe.

2.2. Influence des politiques aux niveaux national et international

- **Participation COP-9** à la Convention sur la lutte contre la désertification, Buenos Aires, Argentine, 21 septembre au 02 octobre 2009 afin d'examiner les engagements des Parties et d'évaluer la mise en œuvre de la Convention de lutte contre la désertification dans les pays touchés. Cette session a connu aussi la tenue de la première Conférence scientifique organisée par le CST en coopération avec le 'Dryland Science for Development' (DSD) du 22 au 24 septembre 2009.
- **Emissions radio avec les radios communautaires** « La Côtière » et « Ferlo FM 94.0 » sur l'assainissement, la gestion de la mangrove, les feux de brousse, les plans de gestion des unités pastorales, la déforestation, etc. (Les cassettes audio sont disponibles).

2.3. Renforcement de capacités de la société civile intervenant dans la « gestion de l'écosystème de la mangrove »

Mairie de Joal-Fadiouth, 28 janvier 2009, une vingtaine de participants (partenaire IUCN-NL). La Mairie, les organisations communautaires de base et les

instituts visités étaient présents à cette rencontre. A cette occasion une présentation du projet suivie d'échange sur la contribution et les attentes des acteurs, les mécanismes de collaboration à mettre en place, les stratégies de communication à adopter. Enfin, des recommandations fortes ont été émises par les participants, en particulier pour l'établissement du cadre de concertation et d'échange. La rencontre a favorisé les échanges entre les différents acteurs intervenants dans l'écosystème de la mangrove et de l'aire marine protégée de Joal-Fadiouth et jeté les bases d'une collaboration effective pour l'harmonisation des interventions relatives à la préservation de l'écosystème de la mangrove.

Dans la suite, (27 mai 2009), Enda a organisé un atelier sur la capitalisation des expériences de protection et de restauration de la mangrove à Joal-fadiouth et Fadiol, en collaboration avec la Mairie. Cet atelier était destiné aux organisations communautaires de base impliquées dans la gestion de la mangrove.

Et pour conclure, réalisation de l'étude « Faune & Flore de la mangrove & société civile intervenant dans la gestion de la mangrove à Joal-Fadiouth » ; L'objectif est d'assurer une diffusion des résultats au grand public.

Axe 04.



Le développement d'abord : analyse et recherche de synergies entre Energie, Environnement et Développement dans une optique de lutte contre la pauvreté.

Plusieurs approches allant du niveau local au niveau international ont permis de s'extraire des raisonnements compartimentés et de proposer des réflexions mettant en relief les synergies existantes dans le champ de l'énergie, de l'environnement et du développement. Ces approches sont, actuellement, des éléments indispensables dans les processus de prises de décisions à de nombreux niveaux.

1. « Intégration de l'adaptation aux CC dans les documents de planification et de programmation » - Atelier de méthodologique (17-18 septembre – Dakar) en collaboration avec la direction de la planification nationale (DPN) dans le cadre de la mise oeuvre du projet CCDARE (Climate Change and Development-Adapting by Reducing Vulnerability).

ENDA Energie a présenté les outils développés dans le cadre de l'intégration de l'adaptation dans

les documents de planification : Action Impact Matrix (AIM), analyse Multicritères (AMC), les Investissements et Flux Financiers pour l'Adaptation ainsi que les notions d'impacts, de vulnérabilité et d'adaptation au changement climatique et les liens entre plans de développement et adaptation. La DPN a focalisé ses travaux sur la planification et la prise en compte de nouveaux paradigmes : l'expérience sénégalaise en la matière.

2. « Investissements et Flux Financiers dans le champ des Changements Climatiques ». Cette activité de renforcement des capacités des décideurs pour faire face aux changements climatiques, a été lancée à la mi 2009 et financée par le PNUD. Elle concerne dix neuf pays. Enda est parmi les cinq centres d'excellence et appuie deux pays, le Togo et le Liberia dans l'évaluation des investissements et flux financiers. Chaque



Visite des autorités locales sur les sites affectés par la dégradation de l'environnement, Joal Fadiouth

pays a choisi ses secteurs prioritaires pour le développement économique du pays. Le Togo a choisi d'évaluer l'adaptation pour le secteur de l'agriculture et l'atténuation pour le secteur de l'énergie ; le Liberia la foresterie et l'énergie pour l'atténuation et l'agriculture pour l'adaptation. A la suite des dialogues politiques qui ont été l'occasion pour le choix des secteurs, les formations à la méthodologie d'évaluation ont été fait par Enda en octobre (Liberia) et novembre (Togo). Les perturbations causées par la COP15 ont fait que les activités de collecte des données tardent à se mettre en place mais il faut noter que ce temps a été mis à profit pour affiner les plans de travail dont le déroulement ne va pas tarder.

3. « Processus d'intégration de Energie - Genre - Changements Climatiques dans les Plans Locaux de Développement ».

Dans le cadre du Programme EASE et en partenariat avec les Agences de Développement de Fatick et de Saint Louis, Enda a lancé un processus d'accompagnement des collectivités locales dans la planification locale en vue d'assurer une meilleure prise en compte de ces trois dimensions transversales dans la planification. Ce processus constitue une autre manière d'aborder le développement à travers des approches territoriales basées sur : l'identification locale des différentes formes de vulnérabilité, l'analyse des besoins et la formulation de cadre d'actions. Des outils de sensibilisation et de méthodologie sont en cours d'élaboration.

4. « Introduction d'indicateurs sur les changements climatiques au niveau des activités d'accès aux services énergétiques »

L'analyse de l'impact du climat sur le secteur de l'énergie renvoie à une lecture à un triple sens :

- L'étude des éléments de vulnérabilité du système énergétique aux CC ;
- la résilience des systèmes énergétiques face

au phénomène climatique. Dès lors, on est dans l'analyse du comportement voire la sensibilité des ressources et des infrastructures énergétiques face des variations climatiques ;

- le comportement de la demande énergétique face à des phénomènes climatiques extrêmes (forte variation des températures).

L'identification d'indicateurs d'impacts du climat sur les projets énergétiques peut dès lors s'opérer sur la base d'études de cas. Ces indicateurs sont sélectionnés sur la base de la chaîne des résultats (méthode DEA) et doivent pouvoir servir à la modélisation en vue d'une meilleure planification de l'implantation et du dimensionnement des infrastructures énergétiques. Ainsi, les études de cas pour l'identification des indicateurs d'impacts des changements climatiques sur les projets énergétiques sont orientées sur :

- des systèmes hydroélectriques,
- des projets d'agro carburants, voire de biomasse moderne;
- des éoliennes / solaire pour la maîtrise de l'eau.

5. « Utilisation du Système de Planification à Long Terme des Energies Alternatives (LEAP) »

par des experts sénégalais chargés de l'analyse d'atténuation des Changements Climatiques dans le cadre de l'élaboration de la seconde Communication Nationale et animée par Enda. L'objectif était de former les experts nationaux impliqués dans l'analyse de l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre du secteur de l'énergie. Après ce premier appui, les experts, ont souhaité qu'Enda les accompagne dans l'approfondissement de leur connaissance sur cet outil très pratique. Ils ont proposé d'ouvrir un forum d'échange francophone sur le LEAP, comme c'est le cas pour les experts de langue anglaise. La Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés s'est engagée, avec l'appui d'Enda, à réunir à nouveau les experts pour le suivi de l'application de ce modèle. A la suite de cet atelier, Enda a continué à appuyer l'équipe chargée de faire l'étude sur l'énergie. Enda a appuyé l'équipe d'experts dans l'analyse d'atténuation du sous secteur des ménages en utilisant le modèle. Le graphique ci-dessous qui montre l'impact de l'introduction des foyers améliorés (FA) en termes d'émissions évitées est un des résultats significatifs obtenus grâce au modèle LEAP. Les autres résultats peuvent être consultés dans la seconde communication nationale.

6. « L'énergie ou la dimension manquante des analyses de vulnérabilité / adaptation dans les PMA : cas des Programmes Nationaux d'Adaptation (PANA) ». L'analyse des documents PANA de 41 pays PMA, constitue un bon exemple pour montrer, d'un côté, l'absence de prise en compte de la composante énergétique dans les options d'adaptation, de l'autre, la nécessité d'introduire cette composante pour faire en sorte que les options d'adaptation choisies soient menées à bien.

Au terme de l'identification des actions à mener en matière d'adaptation dans le processus PANA, quelques 455 projets d'adaptation aux changements climatiques ont été identifiés par 41 pays PMA. Ces projets sont divers et variés et couvrent principalement des secteurs comme l'agriculture, les ressources en eau ou la foresterie. Cependant, malgré son caractère primordial et transversal pour toute activité de développement, l'énergie n'a occupée qu'une faible part dans les projets PANA. Sur un total de 455 projets PANA élaborés par 41 pays PMA, seul 3,7% de ces projets concernent le secteur de l'énergie, alors même que la mise en œuvre de l'ensemble des projets identifiés dans les PMA requière un apport énergétique.

Cette situation où l'énergie apparaît comme moyen de satisfaction de la plupart des besoins de développement contraste fortement avec la situation des PMA confrontés à une forte insécurité énergétique tant du point de vue de leurs consommations en produits pétroliers (effet de la hausse des cours du baril de pétrole) que de l'utilisation de la biomasse (effet, déforestation) et ceci ne fait qu'accroître leurs vulnérabilités.

Il est donc impératif, pour les décideurs du niveau local au niveau national et international, que la composante « énergie » soit intégrée dans les stratégies d'adaptation aux changements climatiques. Cela impose aux représentants du secteur de l'Energie d'être présents dans toutes les approches politiques transversales.

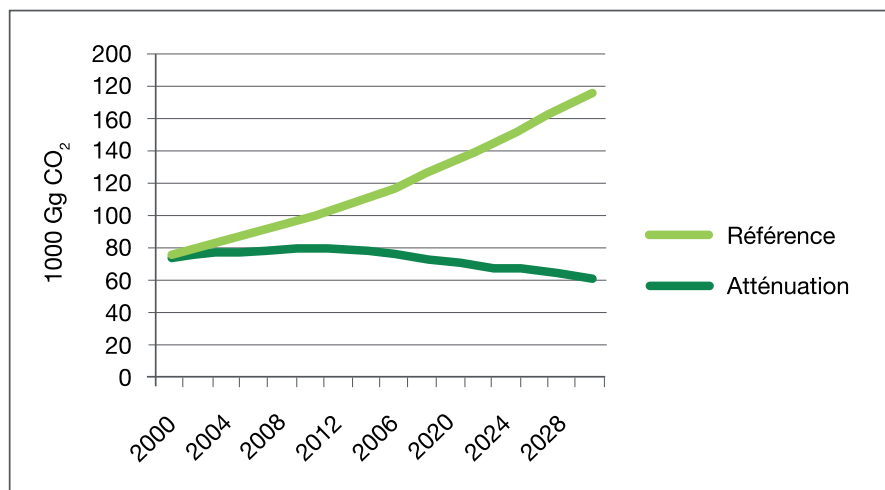
7. « Dialogues politiques et positions de la société civile dans les négociations sur le Climat : Le Réseau Climat et Développement ».

L'année 2009 fut année de référence dans les négociations internationales sur les changements climatiques en ce sens que 2009 devait s'achever le cycle des pourparlers devant

conduire à l'élaboration d'un successeur au Protocole de Kyoto dont la première période d'engagement finira en 2012. Une série de réunions (Bonn I, Bonn II, Bonn III, Bangkok et Barcelone, voir supra) a eu lieu avant que la communauté internationale se réunisse à Copenhague à la 15^{ème} Conférence des Parties et parachever le processus.

Le Réseau Climat Développement constitué majoritairement en Afrique de l'ouest et du centre et en Europe et fort de la quarantaine d'ONG, était présent à toutes ces réunions afin de plaider la cause des pays du Sud au près des pays du Nord tout en renforçant les capacités et les échanges d'informations entre ses membres. Après la Déclaration de Tunis, la Lettre Ouverte aux Présidents de la République des pays Parties, le Réseau Climat Développement a parachevé ses activités avec la production d'une publication intitulée « Les Etapes Clés d'un Accord Equitable » (<http://endaenergy.org/> et <http://climatdeveloppement.wordpress.com/>) qui met en lumière les pré-requis d'un « bon accord » sur la lutte contre le changement climatique sur la base du principe de responsabilité face au problème mais aussi de la capacité à faire face et payer pour endiguer le fléau au niveau international. Cette publication met aussi en lumière la nécessité de maintenir une approche multilatérale dans la lutte contre le changement climatique tout en promouvant un « développement sobre en carbone » dans les pays du sud afin que ceux-là ne suivent pas les mêmes modèles de développement des pays du Nord qui aujourd'hui, sont à la base du dérèglement climatique.

Présent à Copenhague, le Réseau Climat et Développement s'est affirmé comme un acteur et un interlocuteur majeur dans l'arène des leaders d'opinions au sein de la société civile, en particulier dans le Climate Action Network International (CAN-I).



Productions 2009

1. Publications

- NANASTA, Djimingue .- African Leadership on Climate Change: Challenges and Solutions for African Regional Institutions : Discussion Paper. - Dakar : ENDA, janvier 2009. 20 p.
- ENDA « Energie, Environnement, Développement ».- Sécurité Alimentaire et changements climatiques, Tiempo Afrique N°2, février 2009, 26p.
- ENDA « Energie, Environnement, Développement ».- Des nouvelles de Drynet, Ebulletin issue 4, février 2009, 12p.
- ENDA « Energie, Environnement, Développement ».- Des nouvelles de Drynet, Ebulletin - issue 5, mai 2009,12p.
- ENDA « Energie, Environnement, Développement ».- changements climatiques et santé, Tiempo Afrique N°3, juin 2009, 26 p.
- SECK, Emmanuel; Des fleurs de Safran aux vergers encaissées: Des expériences réussies pour enrayer la dégradation des zones et renforcer les moyens de subsistance.- DRYNET, septembre 2009, 48p.
- CLACC NEWSLETTER special issue on networking - Capacity Strengthening in the Least Developed Countries (Ldcs) for Adaptation to Climate Change (LDCS) - September 2009 CLACC 23 p.
- ENDA «Energie, Environnement, Développement ».-Energie propre pour les pauvres en milieu urbain: une question urgente, Bulletin Africain N°17.- Dakar : octobre 2009, 17 p.
- NA ABOU, Moussa. - International Climate Negotiations - The key stages of a fair agreement -

Recommendations by the Climate & Development Network, October 2009 – 25 p.

- FLINT, L.S. (2009) 'Climate change, vulnerability and the potential for adaptation: Case study – the Upper Zambezi Valley region of Western Zambia' in Ranade, P. S. (ed.) Climate Change: Impact and Mitigation, Icfai University Press, Hyderabad 28pp
- FLINT, L.S. (2009) 'Communicating climate risks' in UNFCCC Nairobi Work Programme (eds.) Action Pledges: Making a Difference On the Ground - A Synthesis of Outcomes, Good Practices, Lessons Learned and Future Challenges and Opportunities, Bonn, 10pp
- FLINT, L.S. (2009) 'Communities and climate change: Building local capacity' in Fujioka, K - JICA Research Institute (ed) Climate Change Adaptation and Development Cooperation, Earthscan, London 20pp

2. Articles

- NANASTA, Djimingue.- Climate Change Finance for Africa : Main Concerns and Options for Négociations. Dakar: ENDA, mai 2009.-10 p.
- SECK, Emmanuel.- L'adaptation aux changements climatiques : des synergies à partir de la Convention sur la désertification.- In Bulletin Des nouvelles de Drynet Issue 5, mai 2009.
- NANASTA, Djimingue.- Tenir les Engagements du Passé pour aller de l'avant, In : Chapitre I de la Déclaration de Tunis, Dakar : ENDA Energie, mai 2009.- 2p.
- DIAGNE GUEYE, Yacine .- Gender audits of Energy policy case of Sénégal, in Boiling Point Issue 57, ENERGIA, p10-11, 2009

- ENDA « Energie, Environnement, Développement ».- Ebulletin - Des nouvelles de Drynet issue 6, septembre 2009.
- CLACC NEWSLETTER - Capacity Strengthening in the Least Developed Countries (Ldcs) for Adaptation to Climate Change (CLACC) September 2009 CLACC, [http://www.clacc.net/NewsLetter/CLACC%20Brochure%20August09\(2\).pdf](http://www.clacc.net/NewsLetter/CLACC%20Brochure%20August09(2).pdf)
- SARR, Sécou ; DRAME, Aby.- Le micro financement : une question urgente pour renforcer l'accès aux services énergétiques durables, In Magazine sur l'Environnement, « VIE » N°15, novembre. 2009
- DIAGNE, Binetou.- AfricaAdapt : le partage des connaissances pour l'adaptation aux changements climatiques, In Bulletin DIMITRA N°17, P10, Bruxelles - novembre 2009
- ENDA «Energie, Environnement, Développement ».- Ebulletin N°20 : ENDA Communities - décembre 2009.
- ENDA « Energie, Environnement, Développement ».- Ebulletin N° 21: Risk Communication, décembre 2009.
- ENDA « Energie, Environnement, Développement ».-Ebulletin N° 22 : Banque de connaissances locales, décembre 2009.
- ENDA « Energie, Environnement, Développement » Ebulletin N° 23 : Vulnérabilité des petits producteurs de coton (Mali), décembre 2009.
- ENDA « Energie, Environnement, Développement » Ebulletin N° 24 : Adaptation et développement, mais quel développement, décembre 2009.
- ENDA « Energie, Environnement,

- Développement » Ebulletin N° 25 : Half Die (Gambie), décembre 2009.
- ENDA « Energie, Environnement, Développement » Ebulletin N° 26 : CC and food security in Maradi (Niger)”, décembre 2009.
 - ENDA « Energie, Environnement, Développement » Ebulletin N° 27 : Lyambai Vulnerability and adaptation (Zambie), décembre 2009.
 - DAFRALLAH, Touria; le Genre et les Agro-carburants, in Newsletter “Competence platform on Energy Crops and Agroforestry systems – Africa”, issue 5, p13-15, september 2009.
 - ENDA «Energie, Environnement, Développement ».- Contribution au Projet NECTAR : Étude sur l'énergie dans le contexte des négociations sur les changements climatiques Dans le cadre du Régime Post 2012. Dakar : IEPF, juillet 2009. 47p. (Version française et anglaise)
 - NA ABOU, MOUSSA (ENDA TM) Et Terry CANNON Manuel Du Formateur - Adaptation aux Changements Climatiques et Développement - (IIED), Juillet 2009, 57 p.
 - NA ABOU, Moussa.- Ville et changements climatiques – Cas de Diourbel, Sénégal, Aout 2009, 27 p.
 - NA ABOU, Moussa; Strategy to Promote Inclusion (Gender, Marginalised/Disabled Groups) – Synthesis BY: MOUSSA NA ABOU MAMOUDA (ENDA), FOR Africa Adapt – August 2009, 9 p.
 - NA ABOU, Moussa; Thomas, Jean Philippe; Sarr, Sécou; Daffrallah, Touria.- Policy Paper on Energy, Climate Change and Poverty Alleviation - Energy in the National Adaptation Programmes of Action (NAPAs) in Africa – ENDA TM - October 2009, 23 p.
 - DRAME, Aby.- Connaissances locales pour s'adapter aux changements climatiques: Expériences du Sénégal, ENDA, novembre 2009, 27p.
 - FALL, Boubacar.- Evaluation de la vulnérabilité des petits producteurs de coton du mali, ENDA, novembre 2009, 26p.
 - SECK, Emmanuel - Rapport /outils sur la capitalisation d'expériences.- décembre 2009.- 20p.
 - DAFRALLAH, Touria ; Rapport final sur la Sécurité Energétique en Afrique de l'Ouest : le Cas du Sénégal, ENDA, décembre 2009, 80p.
 - DIAGNE GUEYE, Yacine ; Caravane Genre et changements climatiques /rapport final, ENDA, décembre 2009, 38p.
- 3. Outils pédagogiques et Rapports**
- DAFRALLAH, Touria; Bio energy for rural Development and Poverty alleviation in West Africa/Inception report, April 2009, 24 p.
 - NA ABOU, Moussa .-Scoping Paper For Expert Group Meeting On Climate Change Adaptation - African Ministerial Conference on the Environment, 12th Meeting of the Expert Group - Johannesburg, South Africa - June, 2008 – 30p.

Pour obtenir ces résultats, les activités rapportées ont été conduites grâce à la mobilisation :

1. des **Ressources Humaines du Programme**, à savoir une équipe pluridisciplinaire composée d'Economistes, de Géographes, d'Ingénieurs, d'Environnementalistes, de Sociologues, de Communicateurs et constituée par :
 - des Permanents : Jean-Philippe THOMAS (Dr) Coordonnateur ; Gifty AMPOMAH ; Libasse BA ; Jean-Pascal CORREA ; Touria

DAFRALLAH (Ing) ; Masse DEME ; Albertine DIEDHOU ; Binetou DIAGNE ; Yacine DIAGNE GUEYE ; Adja Elizabeth DIALLO DIOP; Aby Drame TOURE; Boubacar FALL (Dr); Lawrence FLINT (Dr); Fatima KABA; Nathalie KOFFI NGUESSAN; Djimingué NANASTA; Mamouda MOUSA NA ABOU; Abdou NDOUR ; Fatoumata SAGNA ; El Hadj SALL ; Sécou SARR ; Emmanuel Sobel SECK ; Haby SOW.

- des chercheurs visitant et des Stagiaires (de 1 à 12 mois) : Ousmane GNING, Verena OMMER.

2. **des Collaborations Externes**, principalement des centres de recherche et des organisations partenaires,

3. **des Ressources Financières** : données ENDA CAF non disponibles pour 2009.

Pour s'informer sur les activités du programme Energie :
Site web :
<http://energie.enda.sn>

Site des nouvelles :
<http://www.endaenergy.org>

Activités sur l'axe 1.

<p>Organisation et /ou participation à des ateliers, séminaires, et réunions.</p>	<p>12 février 2009, Dakar - Enda participe à une journée d'échanges techniques sur l'évaluation régionale des émissions de gaz à effet de serre.</p>
	<p>19 février 2009, Dakar - Enda participe à la réunion de restitution des études sur les agro carburants.</p>
	<p>23 février 2009 Enda participe à une rencontre convoquée par la DEEC et intervient sur les efforts qui ont été faits pour améliorer les inventaires nationaux.</p>
	<p>24 - 25 mars 2009, Londres, UK meeting des partenaires Leap, il était question pour chacun de faire le point global de sa région tant sur les nouveaux développements du logiciel que sur le fonctionnement de la plate-forme Leap.</p>
	<p>14-15 avril 2009, Dakar - Enda participe à l'atelier de formation LEAP pour les experts chargés de l'analyse de l'atténuation des CC pour la 2nde communication nationale.</p>
	<p>18 juin 2009, atelier de mise en place de la coalition de la société civile sur les biocarburants au centre BOP, organisé /Action Aide et WETLAND.</p>
<p>Visite de terrain</p>	<p>26-27 juin 2009, Cape Town - Atelier Régional (Afrique Australe et orientale) : pour présenter et discuter des résultats de l'étude sur l'accès à l'énergie en milieu Périurbain.</p>
	<p>12-13 février 2009, visite de terrain à Richard Toll dans le cadre du projet de recherche sur les biocarburants.</p>
	<p>19-23 octobre 2009, mission de diagnostic organisationnel de la fédération des producteurs de Tabanani de Foundiougne (FPTP).</p>
	<p>13-18 novembre 2009, visite de terrain dans le cadre du mapping des biocarburants au Sénégal.</p>
<p>Visite/rencontre de travail avec les partenaires</p>	<p>11 au 12 juin visite de Terrain à Kaolack dans le cadre du projet Win Win sur la bioénergie, entre l'ICCR et Enda au Sénégal.</p>
	<p>Du 16 au 21 février 2009, rencontre avec la mission composée de SNV et Hivos dans le cadre de la planification du PNBS (Programme national biogaz au Sénégal).</p>
	<p>Le 18 février 2009, signature d'un protocole d'accords entre Enda et le Centre Interdisciplinaire pour le Recherche comparative en sciences sociales (ICCR) de Vienne (Autriche) pour la réalisation de l'étude sur les conditions sur d'approvisionnement durable en biocarburant (éthanol et biodiesel).</p>

Activités sur l'axe 2.

<p>Organisation et /ou participation à des ateliers, séminaires, et réunions.</p>	<p>10 mars 2009, Accra - Atelier de lancement de la composante financement des usagers finaux de l'énergie (AREED) – ACCRA, sous la présidence du Ministère de l'Energie du Ghana.</p>
	<p>les 11, 12 et 13 mars, Akossombo (Ghana) -Forum des partenaires de AREED pour définir la stratégie d'institutionnalisation du modèle AREED.</p>
	<p>02 avril 2009, Dakar - Atelier de validation de la proposition de planification opérationnelle du PERACOD II 2009-2011.</p>
	<p>29-30 avril 2009, Dakar – Atelier de renforcement des capacités des parlementaires sénégalais (Députés et Sénateurs) sur les politiques énergétiques et les énergies renouvelables.</p>
	<p>9-12 juin 2009, Maputo - Lancement de l'Initiative Electrification de l'Afrique (AEI) pour l'Afrique Sub-saharienne.</p>
	<p>18 juin - Dakar 2009 – Participation à l'atelier de Mise en place de la Coalition de la société civile sur les biocarburants.</p>
	<p>22 - 24 juin, à Vienne participation à la Conférence Internationale sur l'Energie.</p>
	<p>24 septembre 2009, Dakar - lancement de la 2nde phase d'AREED sous la Présidence du Ministère de l'Energie et des Biocarburants, co-organisée par Enda et Sen-Finance.</p>
	<p>28 septembre au 4 octobre - Phnom Penn, Cambodge - rencontre annuelle des partenaires de EASE (Enabling Access to Sustainable Energy).</p>
	<p>29 septembre - 01 octobre 2009, Dakar - Organisation de la Conférence Internationale sur le financement des projets de Bioénergie Durable.</p>
<p>Visite/rencontre de travail avec les partenaires</p>	<p>14 octobre 2009, Abu Dhabi, Emirats arabe Unis « Changements climatiques et vulnérabilité» -1^{er} événement de l'agence IRENA après la mise en place de son siège.</p>
	<p>26-28 octobre 2009 – Nairobi, rencontre sur Accès à l'électricité pour les pauvres en milieu urbain/périurbain.</p>
	<p>23 février 2009, participation à la seconde réunion du comité de pilotage du projet « Promotion d'emplois dans le secteur de l'environnement ».</p>
	<p>23 février 2009, Dakar – rencontre dans le cadre du processus de sensibilisation sur les Changement Climatique à l'initiative de la Direction de l'Environnement et des Etablissement Classés (DEEC).</p>
	<p>12 mai 2009 Energies Renouvelables Echanges sur le Fonds Africain des Biocarburants et des Energies Renouvelables (FABER / ABREF).</p>
	<p>19-20 juin 2009 - Vienne, Rencontre du réseau Global Energy Assessment (GEA) portant sur différents volets de l'Energie (Economie, technologie, investissement, aspects sociaux, politiques, environnementaux et de sécurité, scénarios, etc.).</p>
	<p>22 juin 2009, à Enda Rue Carnot - Rencontre avec la représentante de l'ambassade d'Autriche au Sénégal dans le cadre du projet de recherche sur la bioénergie que mène Enda et l'ICCR.</p>
	<p>28 juin 2009 -Cape Town, Réunion du Groupe de travail GNESD : pour présenter et discuter des différentes études en cours de réalisation par les centres membres.</p>
	<p>10 août 2009, Dakar - Entretien sur le partenariat UEMOA - ENDA dans le cadre du plan d'action Bioénergie de l'UEMOA.</p>
	<p>18 septembre 2009 à Enda Rue Carnot - Rencontre avec le Directeur de Performance dans le cadre du partenariat entre Enda Energy et SOPREEF (Société pour la Promotion de l'accès à l'Energie et à l'Eau dans le département de Foundioune).</p>
<p>25 septembre 2009 - Rencontre à Performances toujours dans l'optique de collaboration entre SOPREEF (Société pour la Promotion de l'accès à l'Energie et à l'Eau dans le département de Foundioune) et Enda.</p>	
<p>7 octobre 2009, Rencontre à Enda rue Carnot avec l'ONG NaCEPA Sierra Leone en vue de développer un partenariat et bénéficier de l'expertise et conseil du programme dans le domaine de l'Energie, de genre et du développement durable.</p>	

Activités sur l'axe 3.

Organisation et /ou participation à des ateliers, séminaires, et réunions.

22-23 janvier 2008, Tunis - ENDA a coorganisé avec LEAD Africa, BAD, UA, UNECA l'atelier « African Leadership on Climate Change: Challenges and Solutions for African Regional ».

27 janvier au 1^{er} février 2009 ENDA a participé à la 9^e Edition du Forum Social Mondial qui s'est tenue à Belém au Brésil à l'invitation de la Fondation Friedrich-Ebert (FES).

Du 2 au 6 février 2009, UK Enda a participé à l'atelier sur le Knowledge Sharing organisé par l'Institute of Development Studies (IDS), pour renforcer les capacités des Knowledge Sharing Officer (KSO) de AfricaAdapt sur le partage de connaissances et la facilitation du travail en réseau.

3-4 mars 2009 à Louga, Sénégal - Enda a organisé l'atelier de la société civile sur la capitalisation des expériences de lutte contre la Désertification en collaboration avec la FONGS.

30 mars - 2 avril 2009, Burkina Faso - Enda a pris part au séminaire d'information et d'échange sur la problématique des changements climatiques.

16 -17 avril 2009, Dakar – Enda participe à l'atelier de validation des études sectorielles de vulnérabilité et adaptation aux changements climatiques en perspective à la seconde communication nationale du Sénégal.

12 – 14 mai 2009, Dakar - Enda participe au Séminaire de Concertation sahélo-soudanien portant sur les Mécanismes Financiers liés aux Négociations Post-Kyoto.

18-22 mai 2009 , Madagascar – Enda participe à l'atelier de capitalisation dans le cadre du projet DRYNET « Renforcement de réseaux d'ONG/OCB pour le développement des terres arides ».

25-27 mai 2009, Tunis – Enda organise avec le Réseau Climat-Développement, une réunion dans le cadre de la préparation de l'agrément international post 2012 sur le climat et dans la suite du document présenté à Poznań par le réseau « Climat et Développement ».

27 mai 2009 à Joal-fadiouth et Fadiol - Enda organise l'atelier sur la Capitalisation des expériences de protection et de restauration de la mangrove dans le cadre du projet Drynet.

4 au 9 juin 2009 – Bonn, Allemagne - une importante délégation d'Enda participe aux Négociations des Nations Unies sur les Changements Climatiques en préparation du rendez-vous de Copenhague prévu en décembre 2009.

29 juin au 01 juillet 2009, Cameroun – Enda participe à l'atelier sur le partager des résultats des consultations sur les changements climatiques en Afrique centrale.

5 juin 2009, Joal-Fadiouth, Enda organise la Célébration de la Journée Mondiale de l'Environnement à travers une série de manifestations en collaboration avec les autorités communales et les Organisations de la Société Civile actives sur les questions environnementales dans la commune.

21-23 juillet 2009, Dakar - Enda organise l'atelier de renforcement de capacité des négociateurs africains sur les changements climatiques.

27-31 juillet 2009, Dakar – Enda organise l'atelier de Formation des formateurs sur Climat et Développement en direction des ONG francophones œuvrant dans les projets de développement avec un focus sur les Moyens d'existence et la réduction de la pauvreté.

27-28 juillet 2009, Enda participe à l'atelier organisé par l'IEPF dans le cadre de son programme d'assistance et de renforcement des capacités des négociateurs africains dans le processus des négociations climat menant au régime post-2012.

12 août 2009 – Enda participe à l'atelier d'information sur les Changements Climatiques et les énergies renouvelables en direction des populations de la commune de Pikine.

17-18 septembre 2009, Dakar - Enda participe à l'atelier méthodologique sur l'intégration de l'adaptation dans les documents de planification et de programmation en collaboration avec la direction de la planification nationale (DPN).

23-25 septembre 2009 - Grand Popo, Bénin - Enda participe à l'atelier organisé dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Changements climatiques et vulnérabilités urbaines : protection de la communauté urbaine de Cotonou face aux changements climatiques » du Centre de Recherche et d'Expertise sur le Développement Local (CREDEL) financé par le CRDI.

Organisation et /ou participation à des ateliers, séminaires, et réunions.	29 septembre - 1^{er} octobre 2009, Mairie de Bakel - Enda anime l'atelier technique de formation sur : « Leadership et adaptation aux changements climatiques » initiée par LEAD Afrique Francophone.
	22 octobre 2009, Dakar - Enda participe à la Conférence pour la restitution de l'étude Africa Talks - initiée par la BBC WORD TRUST.
	02-06 novembre 2009, Rome – Italie Enda participe à la 3 ^{ème} réunion internationale pour évaluer les réalisations du projet DRYNET de « renforcement des réseaux de la société civile actifs dans la lutte contre la désertification » en Afrique, en Asie, et en Amérique Latine et lancer sa seconde phase.
	02 au 06 novembre 2009, Barcelone - Enda apporte sa contribution aux Intersessions sur les Changements Climatiques, en termes de lobbying et de plaidoyer en collaboration avec d'autres réseaux d'ONGs comme le CAN ou le réseau « Climat et Développement sur place à Barcelone.
	31 octobre 2009, Bénin - Enda participe à l'atelier d'information et de formation des ONGs de développement organisé par l'ONG OFEDI, partenaire du CLACC au Bénin.
	05 - 09 octobre 2009, Bruxelles - Enda participe à la rencontre « Knowledge Management for Development » à l'initiative d'un groupe de professionnels du développement pour discuter des possibilités de mettre en place une communauté de pratique francophone sur la gestion des connaissances pour le développement.
Visite de terrain	30 mai-2009 juin, Bamako Visite de Terrain en vue de compléter les études de vulnérabilité commencées dans le cadre de l'appui au programme coton d'OXFAM. Cette évaluation de la vulnérabilité a été menée dans les quatre sites restants à savoir les villages de Bohi et Gins.
	19 au 28 février 2009, Cameroun Enda apporte un appui technique aux équipes des projets pilotes ACCA à l'Université de Buéa. Ensuite, un déplacement à Ngaoundéré au nord du Cameroun sur le site de Ngangassaou.
	08-11 octobre 2009 , Mission d'identification et de collecte d'informations sur les connaissances locales à Thiès-Louga-Kaolack et ensuite à Fatick (13-15 octobre) .
Visite/rencontre de travail avec les partenaires	28 janvier 2009 une mission d'ENDA Energie, a présenté à Joal-Fadiouth, le projet de renforcement des capacités de la Société Civile pour la préservation de la mangrove dans les localités de Joal-Fadiouth et de Fadiol.
	Du 26 au 30 janvier 2009, Mission d'ENDA à Nairobi, Kenya sur le Mapping des organisations qui travaillent sur le changement climatique au Kenya et en Afrique de l'Est.
	29 janvier 2009 - ENDA Energie à la délégation de la Commission européenne Pour s'entretenir sur le financement de l'adaptation.
	27 au 31 janvier 2009 , mission effectuée à Tunis par ENDA Energie dans le cadre des activités liées au réseau AfricaAdapt qui vise à faciliter le partage de connaissances sur l'adaptation au changement climatique et à améliorer les moyens de subsistance des communautés vulnérables en Afrique.
	9 février 2009 réunion PNUD-ENDA (PNUD Dakar). En préparation de l'organisation d'une Conférence Climat pour l'Afrique sur le chemin de Copenhague.
	Jeudi 12 février journée d'échanges techniques autour de la question de l'évaluation des émissions de gaz à effet de serre au niveau régional.
	Du 9 au 13 février 2009 , participation à une Formation sur le suivi et l'évaluation : la méthode Outcome Mapping au CRDI. Cette méthode sera employée pour mesurer l'impact du projet AfricaAdapt sur les communautés vulnérables aux changements climatiques en l'Afrique.
	31 janvier – 06 février 2009 visite de travail dans le cadre du projet AfricaAdapt « Knowledge Sharing for Climate Adaptation in Africa » pour l'identification et de caractérisation des organisations et réseaux actifs dans la lutte contre les changements climatiques et dans le développement au Burkina Faso et au Niger.
	les 26 et 27 février à Bruxelles , réunion conjointe Commission Européenne (DG Environnement et DG développement) / UNITAR / Centres C3D / IPCC START.
	24 février 2009 à Enda Rue Carnot- Visite d'une mission du PNUD Fonds japonais de financement de l'adaptation aux CC – pour présenté et décliné les objectifs du projet Japonais visant à financer l'adaptation aux changements climatiques en Afrique.

Activités sur l'axe 3.

Visite/rencontre de travail avec les partenaires

10 avril 2009 à Enda - réunion du comité d'organisation (ENDA – PNUD) du forum prévu en fin juillet 2009 à Ouagadougou, intitulé « L'Afrique et l'enjeu climatique - un défi humain à relever ensemble ».

ENDA a organisé deux ateliers de renforcement de capacités en MDP (Mécanisme de Développement Propre). Le premier (**12 au 14 mars**) portait sur « Les expériences des projets MDP utilisant les déchets agricoles » et le second (**16 au 17 mars**), concernait « Les expériences des projets MDP éoliens ».

4 au 8 mai 2009, Mombassa, Kenya - Lancement du réseau AfricaAdapt et atelier de planification avec les représentants des quatre (4) organisations qui coordonnent le réseau. L'équipe AfricaAdapt a effectué le même jour une visite de terrain à Gazi pour recueillir le témoignage d'une communauté de pêcheurs qui subit les effets du changement climatique.

14 et 15 avril 2009, Paris OIF - Réunion du Comité d'Orientation Internationale (COIM-4) en vue de pérenniser Mediaterrre : Portail Francophone de l'Information pour le Développement.

1^{er} octobre 2009, Dakar - Enda rue Carnot, visite d'une mission de IRAM (Institut de Recherche et d'Applications des Méthodes de Développement - France).

09 octobre 2009, Dakar – Enda rue Carnot, Rencontre des partenaires institutionnels et de la société civile dans le cadre du Global Climate Change Alliance (GCCA), une initiative soutenue par l'union européenne.

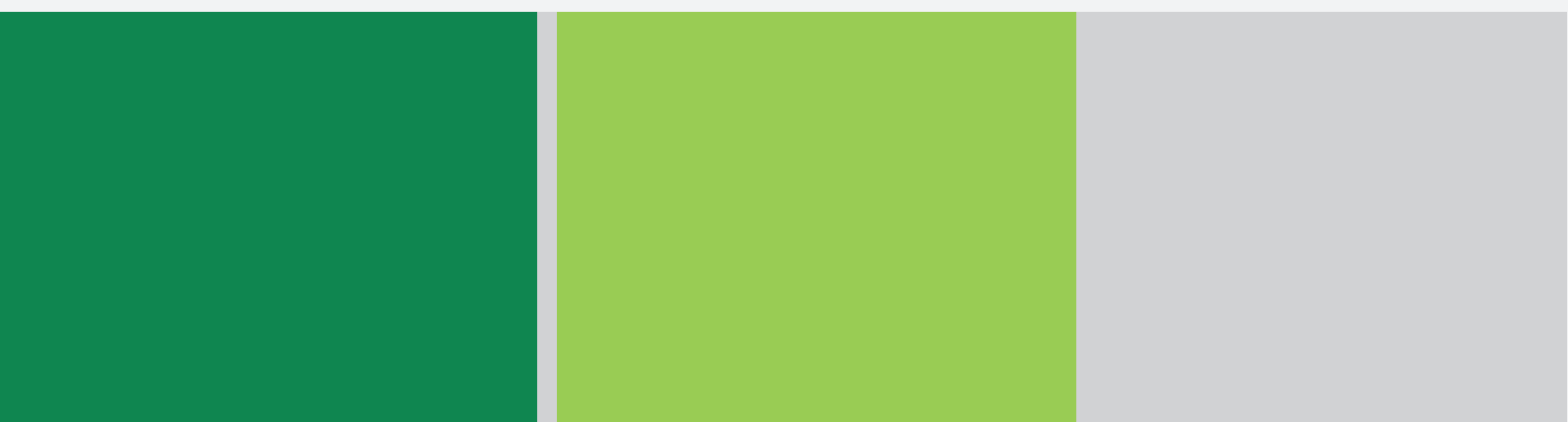
24-25 August 2009, Banjul - Launch activity for community based adaptation banjul's case study.

16-18 novembre 2009, Dakar. « Statistiques au service du développement – Renouveler le partenariat », Réunion du Consortium Paris 21 de l'OCDE - ENDA participe au panel sur les besoins émergents, en particulier les changements climatiques.

24 octobre au 07 novembre 2009, Accra - Visite d'échanges du réseau AfricaAdapt, dans le cadre du renforcement de capacités des Responsables de Partage de Connaissances du réseau AfricaAdapt entre les 4 organisations qui coordonnent le réseau.

Activités sur l'axe 4.

Organisation et /ou participation à des ateliers, séminaires, et réunions.	25 au 26 mars à Dakar - Séminaire régional des parlementaires sur les Changements climatiques et la Sécurité alimentaire.
	07 avril 2009, Dakar - Réunion des groupes de travail « Etablissements humains et cadre de vie », « Energie » et « Planification Environnementale ».
	22 au 23 juillet 2009, Djirnda 23 et 24 juillet 2009, Bassoul Deux ateliers de validation des données ressorties du diagnostic Genre Energie et Climat de ces localités. Dans le cadre du processus d'appui aux collectivités locales pour la prise en compte des dimensions Genre Energie et Changements Climatiques dans les plans locaux de développement.
	6 - 8 mai 2009, Dakar - Enda organise l'atelier « Intégration des dimensions Energie, Genre et Changements Climatiques dans les Plans Locaux de Développement (PLD).
	13 et 14 septembre 2009, Saint Louis - Enda organise l'atelier de restitution des résultats de Diagnostic dans le cadre des PLD, au niveau de la communauté rurale Guédé Village (dépt. St Louis).
	1-2 juin 2009, Amsterdam Rencontre du groupe consultatif d'ENERGIA.
	14 -19 septembre 2009, Zandvoort, Pays-Bas - Enda participe à la réunion de Planification Stratégique du réseau ENERGIA .
Visite/rencontre de travail avec les partenaires	22 octobre 2009, Dakar - Enda participe au séminaire de lancement des outils de la coopération décentralisée initié par la Coopération française au Sénégal.
	12 au 15 novembre 2009, Agadir Maroc – Enda participe à l'atelier sur « Intégration de l'Agriculture Durable, du Développement Rural et des Écosystèmes au Défi des Crises Alimentaire, Climatique et Energétique Mondiales », Pour favoriser la mise en relation de chercheurs, de responsables institutionnels et de la société civile.
	12 août 2009, Dakar - Le programme Energie d'Enda vient de signer, ce 12 Août 2009, deux conventions de partenariat avec la Banque Régionale de Solidarité (BRS) et la Fondation Sen'Finance dans le cadre de la mise en œuvre d'un mécanisme de financement de l'accès aux services énergétiques (FASE).



© 2010 ENDA-TM
Programme « Energie,
Environnement, Développement »
Rapport d'Activité 2009
Dakar, Sénégal, 44 pages.

Photos de couverture : Endaenergie
Photos : Endaenergie
Impression : La Rochette (Dakar, Sénégal)
Conception et mise en page : Sandy Haessner
greeneyzdesign.com

ENDA-TM
Programme « Energie,
Environnement, Développement »
54, Rue Carnot BP 3370
Dakar, Sénégal
Tél. : (+221) 33 822 59 83 / 33 822 24 96
Fax : (+221) 33 821 75 95
Email : enda.energy@orange.sn

Site Web : <http://energie.enda.sn/>
Les nouvelles sur : www.endaenergy.org



*Programme « Energie,
Environnement, Développement »*

*54, Rue Carnot BP 3370
Dakar, Sénégal
Tél. : (+221) 33 822 59 83 / 33 822 24 96
Fax : (+221) 33 821 75 95
Email : enda.energy@orange.sn
<http://energie.enda.sn/>
Les nouvelles sur : www.endaenergy.org*